



Produits pharmaceutiques

## Approvisionner le marché à moindre coût

La politique pharmaceutique mise en place au milieu des années 1990 a montré ses limites, indique le ministre de la Santé, estimant que sa révision est nécessaire à l'effet de consolider les acquis et de corriger les dommages collatéraux.

Page 2

Syrie

## La guerre a fait plus de 340 000 morts

Page 9

### Gestion des collectivités locales et conjoncture économique

# La tâche difficile des nouveaux élus locaux

Après l'euphorie de la victoire dans les élections locales, les nouveaux maires et autres élus des Assemblées locales auront du pain sur la planche en cette conjoncture économique des plus délicates.

Page 3



Face aux incertitudes du marché gazier

## L'Algérie appelle à plus de vigilance

Page 5



Lutte contre l'extrémisme

## L'approche algérienne encensée par les Britanniques

La modération religieuse est une des clés de la réussite de l'Algérie dans sa lutte contre l'extrémisme violent.

Page 2



Par Saâd Taferka

L'économie algérienne est appelée à déployer de grands efforts pour aller vers des exportations diversifiées, devant largement surpasser les deux milliards de dollars par an - parfois moins - de produits non pétroliers vendus jusqu'ici à l'étranger. En quantité, en qualité et surtout dans l'éventail de la nomenclature des produits exportables, ces efforts sont censés couronner le processus de revita-

Exportations hors hydrocarbures

## Comment élargir l'éventail des activités ?

lisation de l'entreprise algérienne - publique et privée - dans tous les segments de la chaîne d'exportation (production, conditionnement, politique de la communication, marketing en interne et diplomatique), outre les soutiens que l'Etat est, de son côté, censé mobiliser pour booster le mouvement des exportations hors hydrocarbures.

La crise financière, qui a confirmé de façon manifeste la vulnérabilité de l'économie algérienne, constitue, à n'en pas douter, un défilé salvateur. Du moins, il devrait l'être. C'est l'occasion de remettre en cause un certain nombre de réflexes et de méthodes de gestion qui ont valu à notre pays de « trembler » à chaque fois que les cours du pétrole chutent sur les

marchés mondiaux. Comme l'avouait l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal, juste avant son départ du gouvernement, disant qu'il passait des « nuits blanches » et faisant le constat : « Nous en sommes réduits à suivre le graphe du pétrole »; allant jusqu'à illustrer cette posture par son habitude, à lui, de suivre quotidiennement ce graphe sur la chaîne de télévision Bloomberg. La crise des revenus pétroliers a donc fait avancer au devant de l'actualité et dans les préoccupations majeures du gouvernement, la nécessité de réhabiliter et de promouvoir des secteurs dans lesquelles l'Algérie possède d'énormes potentialités, mais demeurées en friche.

Page 4



Produits pharmaceutiques

# Approvisionner le marché à moindre coût

La politique pharmaceutique mise en place au milieu des années 1990 a montré ses limites, indique le ministre de la Santé, estimant que sa révision est nécessaire à l'effet de consolider les acquis et de corriger les dommages collatéraux.



Par Karima Nacer

Évoquant dans le même cadre le projet de la nouvelle loi sanitaire, le ministre de la Santé, Mokhtar Hesbellaoui, a réitéré la ferme intention des pouvoirs publics de faire en sorte que la traduction juridique de la nouvelle politique pharmaceutique assure la mise en place de mécanismes novateurs. Ce nouveau cadre juridique a pour objectif principal de mettre le patient à l'abri des aléas de l'approvisionnement du marché induits par les différentes contraintes pouvant générer des retards préjudiciables à sa santé, a-t-il souligné.

Le projet de la nouvelle loi vise, en outre, d'encourager la production locale des médicaments, promouvoir la prescription et la consommation des médicaments génériques, normaliser les

protocoles thérapeutiques et assurer l'approvisionnement du marché à moindre coût par de nouvelles conditions techniques à l'importation basées sur le principe de la responsabilité du laboratoire fournisseur, a ajouté M. Hasbellaoui.

Il a expliqué que pour les pouvoirs publics, la mise en place de cette politique pharmaceutique va dans le sens des orientations claires affichées, notamment dans le domaine de la promotion d'une industrie locale du médicament. Une industrie locale qui a non seulement vocation à sécuriser l'approvisionnement du marché en médicaments essentiels et vitaux, mais aussi à les rendre disponibles à des coûts accessibles et supportables par la collectivité.

Hasbellaoui a fait part, par la même occasion, de l'existence d'un partenariat entre son département et le secteur de la poste et

des technologies de l'information à travers la mise en place d'un projet relatif au développement et à la mise en place d'un système d'information de gestion des pharmacies hospitalières (gestion du circuit du médicament) avec intégration d'un outil d'aide à la décision au niveau local et central. L'objectif de ce partenariat est d'assurer la traçabilité du circuit du médicament de l'approvisionnement à sa prise par le malade, améliorer la prise en charge médicamenteuse du patient, porter les procédures d'assurance qualité et les bonnes pratiques de pharmacie, avec intégration de l'aide à la prescription. Il s'agit, également, de remonter les données et les alertes vers la tutelle : DSP (direction de santé de wilaya) et le ministère de la Santé, optimiser les coûts par une meilleure gestion des prévisions, et élaborer des tableaux de bord ad hoc

pour la supervision et l'aide à la décision sur trois niveaux (établissement, direction de wilaya et ministère), a-t-il indiqué.

Pour le ministre, l'expertise du pharmacien pour un meilleur accès aux médicaments, constitue l'un des déterminants majeurs de toute politique de santé performante, solidaire et équitable.

Pour sa part, le président de la Fédération algérienne de pharmacie (FAP), le Pr. Reda Djidjik, a affirmé, que le pharmacien demeure un acteur-clé en matière de santé de proximité, mais se doit d'être au diapason des mutations que connaissent le secteur et la société.

«Le pharmacien est et demeure un acteur-clé en matière de santé de proximité» du fait de sa présence dans toutes les régions du pays, y compris les zones enclavées, a précisé le Pr Djidjik. **K. N.**

Lutte contre l'extrémisme

## L'approche algérienne encensée par les Britanniques

Par S. A. Mohamed

La modération religieuse est une des clés de la réussite de l'Algérie dans sa lutte contre l'extrémisme violent.

Selon le représentant du Premier ministre britannique pour le partenariat économique avec l'Algérie, Lord Richard Risby, l'Algérie a réussi en effet à vaincre l'extrémisme grâce à son plan de déradicalisation basé sur la modération religieuse. La raison de ce succès réside dans «l'application d'un plan national de déradicalisation global et de longue date, qui a évolué en parallèle avec des réformes constitutionnelles adéquates et une supervision parlementaire», a écrit Lord Risby dans une contribution publiée vendredi par le site des conservateurs Conservative Home. Le responsable britannique indique que ce plan de déradicalisation a permis à l'Algérie d'«éviter le «Printemps arabe» en comparaison à d'autres pays de la région et d'ailleurs». «Ce qui explique que le nombre d'Algériens qui ont quitté le pays pour rejoindre le groupe terroriste Daech était minime», a-t-il dit. Lord Risby

relève encore que «chaque pays réagit différemment au fanatisme religieux violent, mais l'Algérie a développé un cadre global pour la modération religieuse et la déradicalisation, c'est une réponse logique et réfléchie à son histoire, parfois exceptionnellement tragique», a-t-il ajouté. Sur le plan bilatéral, le représentant du Premier ministre britannique pour le partenariat économique a réaffirmé que les relations entre Alger et Londres étaient «excellentes, soutenues par un partenariat stratégique de sécurité». Cette politique de déradicalisation prônée par l'Algérie a, pour rappel, été encensée la semaine dernière par le centre Carnegie pour le Moyen-Orient dans une analyse publiée il y a 10 jours, intitulée *Une vie après le djihadisme*. Si jusqu'ici, «il n'existe aucun modèle ou programme idéal pour le désengagement des djihadistes, l'expérience algérienne constitue un point de départ utile pour développer des initiatives de déradicalisation ailleurs», dans le monde, souligne ce centre basé à Beyrouth et relevant du Think Tank Washingtonien Carnegie endowment for international peace. Et d'ajouter :

«Une leçon doit être tirée de l'expérience algérienne, c'est que la réponse militaire n'est pas suffisante en soi» car «le djihadisme est avant tout un phénomène social» et, par conséquent, l'incapacité à l'affronter sur le plan social pourrait l'aider à resurgir sous une autre forme. «Aujourd'hui, l'Algérie, avec la combinaison d'approches rigoureuse et douce (à la fois), fournit un exemple réussi pour neutraliser le terrorisme», relève Dalia Ghanem-Yazbeck, l'auteur de l'analyse qui note qu'en 1995, «le retour de l'Algérie au processus politique pluraliste a permis la réintégration de toutes les parties dans la vie politique» en accordant aux «égars» une voie pacifique pour s'exprimer en alternative à la violence. Notant enfin que l'expérience algérienne en la matière a aussi été exposée à Washington par le chef de la diplomatie algérienne, Abdelakader Messahel, qui a été invité par le Secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, pour participer à la réunion ministérielle sur la sécurité, la gouvernance, le commerce et l'investissement en Afrique.

S.A.M.

## Constitution algérienne Fabius salue la disposition relative à l'exception d'inconstitutionnalité

Le président du Conseil constitutionnel français, Laurent Fabius, a salué, hier à Alger, la disposition de la Constitution algérienne amendée, relative à l'exception d'inconstitutionnalité, tout en qualifiant d'«excellentes» les relations entre les Conseils constitutionnels algérien et français.

S'exprimant à l'issue de son entretien avec le président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci, à l'occasion de la 2<sup>ème</sup> Conférence internationale de juridiction constitutionnelle africaine, M. Fabius a salué, dans une déclaration à la presse, l'article 188 de la Constitution amendée en 2016 et donnant «la possibilité au citoyen de faire valoir son point de vue sur le droit, par rapport à la Constitution».

Il a considéré qu'il s'agit là d'une «possibilité de plus en plus ouverte pour le citoyen qui lui permettra de dire que telle loi pose un problème au regard de la Constitution».

Abordant son audience avec M. Medelci, M. Fabius a précisé avoir «discuté des expériences communes et de l'ouverture de cette nouvelle possibilité pour le citoyen en Algérie et en France», qualifiant, par ailleurs, d'«absolument excellentes» les relations entre les Conseils constitutionnels des deux pays.

Il a, par ailleurs, évoqué «l'amitié» qui le lie à M. Medelci, pour avoir tous deux été à la tête de la diplomatie de leur pays respectif, avant de souligner que les relations entre l'Algérie et la France sont «vraiment tout à fait exemplaires».

Notant que la visite de son hôte est la seconde du genre en Algérie, M. Medelci a déclaré, de son côté, «avoir opté à associer des institutions non africaines à cette rencontre, dont le Conseil constitutionnel français», lequel, a-t-il poursuivi, entretient des «liens anciens» et un «programme de coopération» avec l'institution algérienne.

«L'expérience française est leader. Nous pouvons nous en inspirer pour puiser quelques dossiers nous permettant d'appliquer l'article 188 de la Constitution amendée qui représente un nouveau pilier pour sa protection», a-t-il ajouté.

L'article 188 de la Constitution amendée en 2016 stipule, rappelle-t-on, que «le Conseil constitutionnel peut être saisi d'une exception d'inconstitutionnalité sur renvoi de la Cour suprême ou du Conseil d'Etat, lorsque l'une des parties au procès soutient devant une juridiction que la disposition législative dont dépend l'issue du litige porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution».

M. Fabius est en Algérie à l'invitation de M. Medelci, dans le cadre de la Conférence internationale sur le thème «Accès des particuliers à la justice constitutionnelle» qui se tient à Alger du 25 au 27 novembre, et qu'il a qualifiée d'«importante».

Reda A.

Gestion des collectivités locales et conjoncture économique

# La tâche difficile des nouveaux élus locaux

Après l'euphorie de la victoire dans les élections locales, les nouveaux maires et autres élus des Assemblées locales auront du pain sur la planche en cette conjoncture économique des plus délicates.



Par M. Ait Chabane

Appelés à gérer des communes lourdement impactées par la crise, les nouveaux maires seront tenus d'amorcer une nouvelle dynamique économique pour le développement local, tout en mettant en œuvre leurs promesses électorales face à une population de plus en plus exigeante. Elle le sera davantage en cette conjoncture cruciale, où les budgets des communes seront nettement revus à la baisse et les besoins des populations sans cesse grandissants. C'est donc un sérieux challenge que devront relever les nouveaux élus du peuple, contraints de porter le fardeau du développement local sur lequel le gouvernement mise plus que jamais à travers la nouvelle stratégie de développement

amorcée ces dernières années conséquemment à la chute des recettes de la fiscalité pétrolière. Encore faudrait-il attendre pour ce faire la révision du Code communal et de wilaya qui, vraisemblablement va octroyer des prérogatives supplémentaires aux élus locaux, mais aussi des devoirs et des obligations de plus en plus importants. Le ministre de l'Intérieur, Nouredine Bedoui, a annoncé récemment l'amorçage de ces nouvelles dispositions de loi au premier trimestre de l'année 2018. Qu'à cela ne tienne, ces objectifs de développement assignés aux nouvelles Assemblées communales et de wilayas seront durement grevés par la raréfaction des ressources financières, notamment pour les communes pauvres de l'intérieur du pays. Ce qui

entravera sérieusement la concrétisation des différents projets liés aux besoins les plus urgents des populations locales, à l'instar des raccordements aux réseaux de gaz, d'électricité et d'eau potable. Une pression supplémentaire sur les épaules des nouveaux élus locaux, en ce sens qu'ils seront obligés de rendre des comptes à la population qui jouirait désormais d'un plus grand droit de regard sur la gestion de leurs communes dans le cadre de la consécration de la démocratie participative. En d'autres termes, les élus des APC et des APW seront soumis à rude épreuve face aux revendications légitimes des populations locales qui aspirent à s'épanouir et vivre dans un environnement serein et réconfortant. Des revendications d'ordre économique et social qui se sont accrues substantiellement ces dernières années suite à l'émergence d'une société

civile consciente et exigeante, mais aussi et surtout la dégradation des conditions des populations qui pâtiennent de l'érosion de leur pouvoir d'achat et de la rareté des opportunités d'emploi du fait de la crise économique qui s'installe. La besogne sera plus difficile pour les nouvelles formations politiques qui investissent pour la première fois les Assemblées locales. A la différence des partis habitués à la gestion des communes, les novices seront handicapés par leur inexpérience conjuguée avec une conjoncture économique précaire et une population avide de développement et de bien-être social. Dans cette perspective, le gouvernement devrait se porter garant de la formation des nouveaux élus et de leur orientation dans le sens d'une meilleure gestion des Assemblées locales.

M. A. C.

## Participation aux élections locales Une hausse logique

Par Amine Bensafi

On savait qu'au final, les élections accoucheraient d'une razzia du FLN et du RND, dans cet ordre de classement, suivis par le MSP, et une bonne place occupée aussi par les indépendants. Enfin, quelques résultats modestes devaient être réalisés par les autres partis, notamment ceux de l'opposition. En cela, il n'y a point de surprise, c'est la tradition même qui est respectée. Tout ce qui intéressait les observateurs, c'était le niveau de la participation, surtout après l'abstention record des élections législatives de mai dernier. Pour la participation aux élections locales, celle-ci a été de 46,93% pour les APC et de 44,96% pour les APW. Le ministre de l'Intérieur, Nouredine Bedoui, a estimé qu'il s'agissait d'une hausse conséquente par rapport au scrutin précédent, les législatives de mai, notamment et a parlé d'une «participation très acceptable». En fait, plusieurs raisons expliquent cette hausse qui a dû être un réel motif de soulagement pour les autorités chargées d'organiser le scrutin. Le premier tient à la spécificité du scrutin, vu que les élections législatives avec leur caractère national et le peu de prérogatives dévolues à l'APN, sont devenues une sorte d'enjeu trop abstrait pour les électeurs. Au contraire, à l'échelle locale, l'APC et l'APW ont un sens, puisqu'elles influent sur la vie de tous les jours, ce qui est plus vrai lorsqu'on sort de la capitale et des grandes agglomérations, dans l'arrière-pays, là où les gens se connaissent mieux les uns les autres. Et cela est d'autant plus vrai si l'on appartient à la société civile et au mouvement associatif qui a un lien direct avec les APC et les APW qui encadrent leurs activités et les financent souvent, directement ou indirectement. De même, alimenter en élus nationaux une Assemblée nationale n'est quantitativement pas la même chose que doter 1 541 APC et 48 APW de milliers d'élus locaux. Lorsque chacun d'eux draine rien que ses proches et ses amis, cela finit par faire beaucoup de monde et, par simple arithmétique, cela contribue à sensiblement relever la participation. Autre élément, les élus locaux, malgré les problèmes qui sont ceux des Assemblées locales, n'ont pas une image aussi «mauvaise» que celle des députés. Il y a eu polémique sur les salaires des députés. Il n'y a jamais eu sur les rémunérations des maires et des élus locaux. Même si des scandales de corruption éclatent ici et là, cette catégorie reste tout de même considérée comme le bas de l'échelle du système, si l'on peut s'exprimer ainsi et, en fait, vu comme beaucoup plus proches du peuple que les députés. Enfin, pour beaucoup d'électeurs, surtout dans la petite agglomération, les élections locales ne sont pas un enjeu partisan avec des partis qui sont autant de coquilles vides, mais un enjeu entre tribus locales et autres fratries en compétition de longue date. C'est dire s'il n'y a rien d'illogique à ce que les gens votent et voteront toujours plus lors des élections locales que pendant les législatives.

A. B.

Abdelaziz Belaïd, président du Front Al-Moustakbal

## «L'administration n'était pas du tout neutre»

Le président du Front Al-Moustakbal, Abdelaziz Belaïd, a qualifié hier de «très positifs» les résultats obtenus par son parti lors des élections locales, estimant que ces performances auraient pu être «meilleures» sans l'«intervention des agents de l'administration».

«Ce sont là des résultats très positifs qui confirment, encore une fois, notre statut de troisième force politique du pays. Notre parti présidera des communes importantes à l'image de Boumerdès, Rouiba, Dar El Beida, Baraki, Baba Hacène, Djanet et la ville touristique de Zéralda», a déclaré Belaïd en conférence de presse animée au siège du parti à Kouba (Alger).

Le Front Al-Moustakbal a pré-

senté 803 listes communales sur les 1 541 Assemblées populaires communales (APC) que compte le pays et 39 listes de wilayas sur les 48 du territoire national.

Pour Abdelaziz Belaïd, «l'intervention des agents de l'administration était flagrante et nous a privés de remporter plusieurs APC et d'avoir la majorité absolue dans d'autres».

«Ces chiffres sont appelés à augmenter après l'étude des recours par les instances compétentes», prédit le premier responsable du parti, oubliant aussi qu'il pourrait perdre des APC en raison des recours d'autres formations politiques.

Il a saisi l'occasion pour réitérer sa demande d'«élire les membres de la Haute instance

indépendante de surveillance des élections, pour avoir la crédibilité de chapeauter les élections du début jusqu'à la proclamation des résultats».

«Nous sommes la première force politique réelle du pays, a-t-il estimé. Le Front Al-Moustakbal est une opposition constructive qui n'a pas acheté ses voix et n'a pas recouru au chantage et aux intimidations. Nous continuerons à militer pour une plate-forme politique propre afin d'accéder au pouvoir, mais pas par n'importe quel moyen», affirmant que son parti «refusait d'être utilisé tout en restant ouvert à toutes les propositions et initiatives sincères émanant de l'opposition ou du pouvoir». Le Front Al-Moustakbal est arrivé en tête dans 71 communes

et a eu 131 sièges au niveau des Assemblées populaires de wilaya (APW), se positionnant derrière le parti du Front de libération nationale (FLN) qui a remporté 603 APC et 711 APW et le Rassemblement national démocratique (RND) vainqueur dans 451 communes (527 sièges APW), selon les résultats préliminaires.

«L'administration n'était pas du tout neutre et son intervention était beaucoup plus importante et visible que lors des précédents rendez-vous électoraux», a-t-il jugé. «Des représentants de parti ont été carrément empêchés d'assister au dépouillement et au dépôt des procès-verbaux. Notre belle performance ne nous fera pas oublier que les résultats ne

reflètent pas parfaitement la réalité ainsi que notre poids réel sur la scène politique».

Ce parti, qui n'a que cinq années d'existence sur la carte politique nationale, a réussi à dépasser des formations politiques dont la création remonte à plusieurs décennies.

«Les médias parlent aujourd'hui de surprise, mais pour nous ce n'est nullement le cas et ces résultats étaient attendus et prévisibles vu le travail de fond effectué et la réaction du peuple qui a largement adopté, là où nous sommes passés, notre discours sincère et réaliste», a poursuivi Belaïd, assurant que le parti qu'il préside était «porteur d'un projet d'avenir».

Reda A

Exportations hors hydrocarbures

# Comment élargir l'éventail des activités ?

L'économie algérienne est appelée à déployer de grands efforts pour aller vers des exportations diversifiées, devant largement surpasser les deux milliards de dollars par an - parfois moins - de produits non pétroliers vendus jusqu'ici à l'étranger.



Par Saïd Taferka

**E**n quantité, en qualité et surtout dans l'éventail de la nomenclature des produits exportables, ces efforts sont censés couronner le processus de revitalisation de l'entreprise algérienne - publique et privée - dans tous les segments de la chaîne d'exportation (production, conditionnement, politique de la communication, marketing en interne et diplomatique), outre les soutiens que l'Etat est, de son côté, censé mobiliser pour booster le mouvement des exportations hors hydrocarbures.

La crise financière, qui a confirmé de façon manifeste la vulnérabilité de l'économie algérienne, constitue, à n'en pas douter, un déclic salvateur. Du moins, il devrait l'être. C'est l'occasion de remettre en cause un certain nombre de réflexes et de méthodes de gestion qui ont valu à notre pays de «trembler» à chaque fois que les cours du pétrole chutent sur les marchés mondiaux. Comme l'avouait l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal, juste avant son départ du gouvernement, disant qu'il passait des «nuits blanches» et faisant le constat : «Nous en sommes réduits à suivre le graphe du pétrole»; allant jusqu'à illustrer cette posture par son habitude, à lui, de suivre quotidiennement ce graphe sur la chaîne de télévision Bloomberg. La crise des revenus pétroliers a donc fait avancer au devant de l'actualité et dans les préoccupations majeures du gouvernement, la nécessité de réhabiliter et de promouvoir des secteurs dans lesquelles l'Algérie possède d'énormes potentialités, mais demeurées en friche. Agriculture, agroalimentaire, industrie de transformation, énergies renouvelables, tourisme et artisanat, sont autant de créneaux qu'il importe, d'ores et déjà, de solliciter en mobilisant - par tous les moyens - à même de susciter l'attractivité - les entreprises algériennes et le partenariat avec l'étranger.

Les quelques salons et foires de la production nationale, tenus au cours de ces deux dernières années, n'ont pas manqué - sur les plans du commerce, de la communication d'affaires et du marketing - de remettre sur la table la théma-

tique de l'exportation hors hydrocarbures, laquelle a pris une dimension inédite depuis l'entrée de l'Algérie dans la zone d'incertitude sur le plan économique et financier. Toutes les questions relatives à cet axe, encore presque vierge de l'économie nationale, ont été discutées auparavant, sans que des solutions idoines soient dégagées.

## L'économie productive à la marge

Il se trouve que, malheureusement, la période faste des recettes en hydrocarbures avait indéniablement renvoyé à la marge toutes les autres options où sont exigés des efforts, le déploiement du génie national et la création de la plus-value. Les industries extractives - pétrolière et gazière - avaient longtemps mis sous l'éteignoir toutes les initiatives individuelles ou collectives qui pouvaient remettre en cause l'ordre établi, celui de la rente distributive. Tout ce qui se discutait, jusqu'en 2014, à propos des exportations hors hydrocarbures, tenait plutôt d'un «luxe» de salon ou d'une «coquetterie» intellectuelle, qui n'avait pas son prolongement dans la pratique. A une exception près, lorsque des experts nationaux alertaient les pouvoirs publics - à travers des publications ou des ateliers académiques - sans qu'il y ait une oreille attentive pour en saisir la dimension et l'urgence.

Aujourd'hui que le gouvernement prend la mesure de la crise - le Président de la République avait même, en 2015, instruit le gouvernement pour dire la vérité au peuple - et que l'élaboration même du budget de l'année pose des problèmes quasi-insolubles, il n'est pas surprenant que, pour échapper à l'endettement extérieur, sauf la solution de la création monétaire se présente. Ce n'est assurément pas de gaité de cœur que le gouvernement Ouyahia ait eu recours à cette solution temporaire, appelée quand même à «servir» pendant cinq ans. Outre la création monétaire, destinée essentiellement à résorber la dette publique - le Président de la République a instruit, mercredi dernier, le gouvernement de «prendre les dispositions appropriées pour assurer, sans délai, le paiement des

créances détenues par des entreprises publiques, privées et étrangères ayant fourni à l'Etat des prestations en biens ou en réalisations» - et à alimenter le Fonds national d'investissement (FNI), les pouvoirs publics ont été contraints de recourir, via la loi de finances, à la taxation de certains produits (carburants, tabac...) afin de réduire la déficience budgétaire. Néanmoins, le gouvernement ne peut pas compter, d'une façon indéfinie, sur ces solutions, lesquelles ne sont que des moyens temporaires mobilisés pour faire face à une situation d'urgence. En d'autres termes, les pouvoirs publics sont appelés à instaurer un climat favorable à la création et au développement de l'entreprise, le seul moyen de création de richesses et d'emplois.

Si le climat des affaires doit être assaini et amélioré pour favoriser l'implantation des entreprises aux productives aux quatre coins du pays, l'effort devrait être davantage fourni pour prétendre accéder à la position d'exportateur dans des segments jusqu'ici ignorés ou minorés. Outre la réhabilitation qualitative de l'administration qui encadre les investissements (sur les plans du foncier, de la fiscalité, du contrôle technique et des différentes autorisations administratives, la lutte contre la concurrence déloyale induite par l'économie informelle), le créneau de l'exportation requiert encore d'autres facilitations et soutiens de l'Etat, allant de la diplomatie commerciale (marketing qui permet de faire connaître le produit algérien à l'étranger), jusqu'à la facilitation du transport maritime ou éventuellement aérien, le soutien à l'organisation des salons et expositions...etc.

## 2 mds \$ : modeste objectif fixée depuis plus de 20 ans

L'on sait que les ambitions de l'Algérie en matière d'exportation hors hydrocarbures ont été fixées, dès le début des années 1990, à 2 milliards de dollars. Ce chiffre ne sera atteint, et encore, avec une grande part de produits pétroliers transformés, que plus de deux décennies plus tard. Mais, dès

1996, un Fonds spécial pour la promotion des exportations (Fspe) a été créé. Il a été institué par la loi de finances de l'année. Il lui a été assigné comme mission d'«apporter un soutien financier aux exportateurs dans leurs actions de promotion et de placement de leurs produits sur les marchés extérieurs», selon une brochure du ministère du Commerce.

Le ministère du Commerce y précise que «l'aide de l'Etat, par le biais du Fspe, est octroyée à toute entreprise résidente productrice de biens ou services et à tout commerçant régulièrement inscrit au registre de commerce œuvrant dans le domaine de l'exportation».

Les soutiens accordés par les pouvoirs publics dans ce cadre sont fixés par le ministère du Commerce selon des taux déterminés à l'avance, «en fonction des ressources disponibles». Les soutiens concernent les charges liées à l'étude des marchés extérieurs, la prise en charge partielle des frais de participations aux foires et expositions à l'étranger, une partie des coûts de prospections des marchés extérieurs, le coût de transport international et de manutention dans les ports algériens des marchandises destinées à l'exportation et le financement des coûts liés à l'adaptation des produits aux marchés extérieurs.

Ainsi, la participation aux foires et expositions à l'étranger peuvent être soutenues à hauteur de 80%, dans le cas d'une participation collective aux foires et expositions inscrites au programme annuel officiel, et à hauteur de 100% dans le cas d'une participation revêtant un caractère exceptionnel ou se limitant à la mise en place d'un guichet unique.

Pour ce qui est du transport, transit et manutention de marchandises destinées à l'exportation, le Fonds apporte ces aides jusqu'au seuil de 80%, dans le cas de transport international des dattes et ce, pour toutes destinations de ce produit. Pour les autres produits, la fourchette des soutiens varie de 25 à 50 % du coût.

Outre le Fonds spécial pour la promotion des exportations, d'autres dispositifs et mesures institutionnelles de soutien aux exportations hors hydrocarbures sont instaurés : exonérations fiscales (TAP, TVA, IBS), mesures incitatives douanières, contrôle des changes, réglementation bancaire, facilitation dans les procédures de contrôle des marchandises lors de leur passage dans les ports...etc. Le bilan de l'année 2015 établit que les aides et les remboursements attribués par le Fspe, dans le cadre de la promotion des exportations hors hydrocarbures, ont atteint 478 millions de dinars pour 390 dossiers examinés, contre 527 millions de dinars pour 251 dossiers examinés en 2014.

## Renforcer les facteurs d'incitation

Nonobstant l'institution de ce fonds, depuis plus de 20 ans, les exportations hors hydrocarbures sont restées pratiquement dans la même fourchette (entre 4 et 6% de l'ensemble des exportations). Selon le directeur de la promotion des échanges commerciaux au ministère du Commerce, Messaoud Beggah, qui s'exprimait

l'année dernière à l'occasion de la création de la cellule de suivi des exportations hors hydrocarbures, le recul dans les aides et remboursements s'explique par le fait que, depuis 2014, le Fonds ne les accorde que pour les exportateurs qui réalisent un chiffre d'affaires à l'export ne dépassant pas 10 millions de dollars et ce, dans le but d'«orienter davantage ces aides vers les entreprises débutantes».

Le bilan 2015 du ministère du Commerce établit que le soutien financier accordé aux entreprises d'exportation dans le cadre de leur participation aux foires et expositions a atteint 86 millions de dinars. Les aides du Fonds aux exportations liées aux produits industriels ont atteint 72 millions de dinars en 2015, contre 270 millions de dinars 2014. En 2013, les aides accordées étaient de 750 millions de dinars. La raison de ce recul, d'après le ministère du Commerce, est que «le soutien en aval aux exportations des produits industriels est prohibé par les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)». On rappelle, dans ce contexte, que dans le cadre de son processus d'adhésion, l'Algérie s'est engagée, en 2011, à démanteler progressivement les aides accordées à ces produits. Cette contrainte a amené les pouvoirs publics à réduire le montant des aides accordées aux produits industriels de 50 à 25%.

La loi de finances 2017 a instauré de nouvelles mesures douanières supposées à même d'encourager les exportations hors hydrocarbures. L'ancien directeur général des Douanes, Kaddour Bentahar, en expliquant certaines des dispositions de la loi de finances relatives à son secteur, dira que ces mesures douanières visaient à «conforter la nouvelle orientation de l'économie nationale reposant sur la protection de la production nationale et l'encouragement des exportations hors hydrocarbures», en précisant que certains articles encouragent la diversification de l'économie nationale et d'autres protègent la production nationale, mais encouragent également les exportations par «la réduction des taxes sur les matières premières entrant dans le processus de production». Il s'agit également, selon le même responsable, de «favoriser la compétitivité des entreprises algériennes, leur permettant ainsi d'exporter leurs produits». Néanmoins, le climat des affaires est une notion globale, qui est loin de se limiter à l'administration des Douanes. Les entrepreneurs algériens, mais aussi les partenaires étrangers de l'Algérie, ne connaissent que trop la «morosité» de ce climat, caractérisée par la bureaucratie administrative, la tentation de corruption qui affecte des agents de l'Etat, la difficulté d'accès à un foncier viabilisé et sans litige, le retard de professionnalisation des métiers de banque, le retard de développement de la diplomatie économique sur les cinq continents...etc. Le temps est-il venu de prendre en charge ces paramètres et d'en faire des facteurs d'incitation et de consécration des exportations hors hydrocarbures ?

Face aux incertitudes du marché gazier

# L'Algérie appelle à plus de vigilance

**L'Algérie considère que le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) est appelé à être plus vigilant et à jouer un rôle plus déterminant face aux multiples défis et incertitudes auxquels fait face le marché mondial du gaz, a déclaré, vendredi à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie), le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni.**



**D**ans un discours lu au nom du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au 4<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Fpeg, le ministre a relevé, tout d'abord, que ce sommet a lieu à un moment où la scène énergétique mondiale en général, et gazière, en particulier, «traverse une phase cruciale» de son développement, et se doit, en conséquence, de se fixer comme objectif la «préservation des intérêts bien compris des producteurs et des consommateurs» de cette énergie de choix qu'est le gaz naturel.

Le Fpeg offre ainsi un espace de concertation et de coopération qui a su, depuis sa création, gagner en maturité dans la mesure, a-t-il poursuivi, qu'il a évolué de manière effective d'une plateforme de discussion informelle vers une organisation intergouvernementale «connue et reconnue», regroupant aujourd'hui 19 pays exportateurs de gaz issus de tous les continents.

Détenant l'essentiel des réserves mondiales de gaz et une part majeure de la production et des échanges gaziers, les pays du Fpeg «mesurent alors tout l'enjeu que représente le gaz naturel dans les relations économiques internationales, et dans la satisfaction des besoins énergétiques du monde», a-t-il souligné.

Les pays de ce Forum ont également «conscience de la nécessité d'assurer une bonne valorisation au gaz naturel» et ce, non seulement parce qu'ils connaissent ses impacts sur leur développement économique et leur progrès social, mais aussi parce qu'il s'agit d'une ressource naturelle épuisable et non renouvelable, selon le ministre.

Dans ce sens, il a rappelé que l'Algérie fut un «pays pionnier» dans le développement du gaz naturel par la construction, à Arzew, de la première unité de liquéfaction et terminal d'exportation commerciale de gaz au monde, il y a plus de 50 ans.

«Nous demeurons convaincus

que le gaz naturel a encore de l'avenir grâce à sa disponibilité, à son accessibilité et au fait qu'il constitue une énergie de choix pour la protection de l'environnement, en particulier de par son rôle complémentaire aux énergies renouvelables», a-t-il soutenu.

A ce propos, il a noté que les projections à moyen et long termes établies par le secrétariat du Fpeg le confirment : La part du gaz dans le bilan énergétique mondial est appelée à croître de manière significative».

## L'émergence de nouveaux acteurs accordant une priorité au court terme

Cependant, a-t-il observé, les perspectives gazières auraient pu encore être plus prometteuses si le gaz naturel ne faisait pas face à de nombreux défis et incertitudes.

Ainsi, s'agissant de la demande, il a affirmé que les politiques énergétiques adoptées par de nombreux pays consommateurs

avaient une «incidence défavorable» sur la demande de gaz naturel.

Citant l'Europe plus particulièrement, il a constaté que sa demande avait nettement baissé, parfois au profit de sources d'énergie moins propres comme le charbon.

Pour ce qui est de l'offre, l'émergence de nouveaux centres d'approvisionnement et d'exportation, en particulier à partir du gaz de schiste, et la surcapacité résultant d'investissements trop importants par le passé, ont conduit «à un marché excédentaire et à une pression baissière sur les prix», a-t-il indiqué.

«Ceci a été accentué par l'émergence de nouveaux acteurs qui accordent une priorité au court terme au lieu de privilégier une vision à long terme qui caractérise l'industrie du gaz naturel», a-t-il noté.

De surcroît, l'innovation et le progrès technologiques rapides ont eu un «impact significatif» sur toute la chaîne de valeur du gaz naturel, selon M. Guitouni.

En conséquence, il a avisé que ces défis qu'il a évoqués, qu'ils soient liés aux nouvelles sources d'approvisionnement ou à la valorisation des ressources naturelles épuisables et non renouvelables, «devraient nous encourager à être plus vigilants».

Ainsi, il a appelé, non seulement à oeuvrer dans le renforcement du Fpeg en tant que plateforme pour le dialogue entre les pays membres, mais aussi à concevoir et à mettre en oeuvre, ensemble, des solutions appropriées «pour sauvegarder nos intérêts dans un esprit coopératif».

En effet, a-t-il encore expliqué, l'exemple des évolutions récentes du marché pétrolier est, à cet égard, «plein d'enseignements» qui démontrent, encore une fois, qu'un marché non régulé est «condamné à une instabilité et à une volatilité extrêmes qui ne servent, ni les intérêts des producteurs ni ceux des consommateurs et encore moins les intérêts de l'industrie pétrolière dans son ensemble».

Sur ce point, il a rappelé que l'accord historique d'Alger de septembre 2016 ainsi que la Déclaration de coopération entre les pays membres de l'Opep et les pays producteurs participants non-Opep qui s'en est suivie, «ont permis d'oeuvrer à la stabilisation du marché pétrolier pour le bénéfice de tous».

Pour toutes ces raisons et forte de cette expérience, «l'Algérie considère que le Fpeg est appelé à jouer un rôle plus actif et plus déterminant», a-t-il insisté.

Dans ce contexte, il a affirmé que l'Algérie se félicitait des progrès accomplis dans le renforcement des capacités d'étude, de modélisation et d'analyse du Fpeg, de l'adoption en 2016 de la stratégie à long terme et, plus récemment, du plan à moyen terme.

«Nous gagnerons plus à focaliser nos efforts sur la quantité et la qualité des études et des analyses et également sur la communication afin de porter haut et fort le message du Fpeg», a-t-il renchéri.

Abordant la coopération dans le domaine de la technologie, il a avancé que l'évolution récente de l'industrie du gaz naturel, notamment dans le développement du gaz de schiste, avait mis en exergue, une nouvelle fois, «le rôle crucial de la technologie».

Il a ainsi exprimé la satisfaction de la 19<sup>ème</sup> Réunion ministérielle tenue en octobre dernier à Moscou de créer le Centre de recherche du gaz du Fpeg en Algérie, considérant qu'il s'agit d'une décision «structurante» qui renforcera la coopération entre les pays de ce Forum.

Pour lui, ce Sommet «est une opportunité pour impulser une nouvelle dynamique à notre coopération dans le but, notamment de mettre à profit les synergies entre les pays membres».

Il y a lieu, a-t-il préconisé, d'intensifier les échanges de points de vues, d'expériences et d'expertise, de déployer les leviers idoines pour la promotion des usages de gaz naturel et d'établir un dialogue constructif et fructueux entre les différents acteurs des marchés gaziers.

Le Fpeg, a ajouté M. Guitouni, devrait promouvoir «la stabilité et la pérennité de l'industrie gazière» en maintenant «les principes de partage de risques et d'une valorisation juste et équitable pour le gaz naturel».

Favorable aux dialogues et aux échanges, a-t-il soutenu, «l'Algérie soutiendra les efforts du Fpeg pour devenir un acteur dynamique et perspicace qui contribue à donner plus de force à nos complémentarités sur les marchés gaziers afin de renforcer nos intérêts économiques mutuels».

R. E.

Prix du pétrole

## Le Brent achève la semaine à 63,64 dollars

**L**es cours du pétrole montaient vendredi en fin d'échanges européens, le WTI américain profitant en particulier d'une perturbation régionale de l'offre, la fermeture d'un oléoduc reliant le Canada aux Etats-Unis.

En fin de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 63,64 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 9 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance prenait 88 cents à 58,90 dollars, à

son plus haut depuis juillet 2015.

«Le WTI a profité de la fermeture de l'oléoduc de Keystone, qui perturbe l'offre en Amérique du Nord. Les marchés restent également optimistes quant à une extension des baisses de productions de l'Opep», a résumé un analyste. La fermeture de cet oléoduc décidée jeudi est liée à une fuite de pétrole détectée dans l'Etat américain du Dakota du Sud. «Cela devrait aboutir à une réduction marquée des réserves de brut de la plateforme de stockage de Cushing (aux Etats-Unis), principal point de stockage du WTI», ont expliqué les analystes.

Par ailleurs, les cours du Brent se stabilisaient avant la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), jeudi prochain, avec ses partenaires, où sera discutée une éventuelle prolongation de l'accord de limitation de la production qui les lie depuis le début de l'année.

Originellement prévu pour durer un an, l'accord a déjà été renouvelé jusqu'à fin mars 2018, et l'Arabie Saoudite, premier exportateur mondial, plaide actuellement pour une prolongation jusqu'à fin 2018.

Alors que le deuxième pilier de l'accord, la Russie, a, tour à tour, soutenu la position

saoudienne avant de prendre ses distances, le ministre russe de l'Énergie, Alexandre Novak, a assuré vendredi vouloir s'aligner sur la position de l'Opep, a rapporté la presse financière.

«Les marchés tablent sur une extension de l'accord, et cela est déjà intégré aux cours. Les investisseurs devraient se méfier d'un retour de bâton s'il n'y a pas de révisions sur le niveau des baisses. Etant donné les attentes élevées du marché, l'Opep a peu de marge de manoeuvre», a prévenu un expert.

K. M.

Suite à la recrudescence des suicides

# Malaise dans la police française

Les autorités sécuritaires françaises sont confrontées à une vague de suicides au sein de la police et de la gendarmerie qui a atteint, depuis le début de l'année, 47 cas, un malaise qu'elles essaient de lui trouver une solution.



Vendredi, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, a reçu les organisations syndicales représentatives de la police et les représentants du

conseil de la fonction militaire de la gendarmerie pour examiner avec eux les mesures qui pourraient mieux détecter et prévenir les suicides et ses tentatives.

Comme mesure palliative, un réseau d'acteurs et des instances de dialogue et d'écoute a été mis sur pied afin de renforcer les dispositifs de prévention existants,

en plus de l'identification de plusieurs pistes pour développer, entre autres, la vigilance collective et mieux prendre en compte les tentatives de suicide.

Tout au début du mois de novembre, huit policiers et gendarmes ont mis fin à leurs jours en France, parmi eux l'expatréon de la lutte contre le hooliganisme.

Généralement, ils sont gardiens de la paix ou commissaire de police, gendarme membre d'une unité d'intervention ou commandant une brigade de proximité, fonctionnaires ou militaires exerçant en zone rurale ou dans l'agglomération parisienne.

Le secrétaire général de Synergie-Officiers (syndicat), Patrice Ribeiro, s'est exprimé vendredi dans les ondes de France Info pour revendiquer l'amélioration des horaires de travail des policiers, suggérant un nouvel aménagement du temps de travail.

Lorsqu'on découvre quelqu'un qui est pendu, lorsqu'on intervient sur des accidents de la route ou lorsqu'on voit la misère, c'est difficile de décompenser quand on rentre chez soi, a-t-il expliqué, demandant 11 heures entre deux vacations.

Les services de sécurité, en état d'alerte maximum, depuis les attentats terroristes de 2015 et la menace élevée, sont également confrontés à une explosion de la violence contre eux et travaillent, selon les syndicats, dans des conditions de plus en plus difficiles.

Mais le directeur général de la police nationale, Eric Morvan, a tenté de dédramatiser le phénomène en affirmant, la semaine dernière à BFMTV, que le facteur déclenchant est presque toujours d'ordre privé. Mais il a avoué qu'il existait également des éléments de fragilité imputables à la vie professionnelle, ajoutant que les policiers ont du mal à avouer leur fragilité et leur mal-être.

L'année noire reste celle de 2014 au cours de laquelle 55 policiers, contre une quarantaine par an en moyenne, et une trentaine de gendarmes se sont suicidés.

Il y a une année, rappelle-t-on, des centaines de policiers ont exprimé leur colère en occupant les rues de plusieurs villes de France dans des manifestations inédites. Ils exigeaient des renforts et des moyens, et se plaignent d'un surplus de gardes dites statiques.

T. L.

R. N.

## Le président français en Afrique la semaine prochaine

Le président français Emmanuel Macron effectuera de lundi à jeudi sa première tournée en Afrique - Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Ghana -, a annoncé vendredi l'Elysée. "La France en Afrique n'est pas attendue partout, la vision pas forcément bonne, notre influence est en recul. C'est autour de ces paramètres que nous voulons formuler un projet", "au delà de l'aide au développement", selon l'Elysée.

Première étape, le Burkina Faso où il "fixera le cadre de son approche de l'Afrique en s'adressant à la jeunesse africaine", a indiqué la présidence. Pour l'Elysée, "le choix du Burkina est en soi un message, car il y a une jeunesse politisée" dans ce pays en transition depuis la chute de Blaise Compaoré, chassé par la rue en 2015.

M. Macron se rendra ensuite à Abidjan pour assister au sommet Europe-Afrique, l'occasion de "replacer la relation France-Afrique dans le cadre de son projet de refondation de l'Europe". S'adressant aux autres chefs d'Etat et de gouvernement, il insistera en particulier sur la lutte coordonnée contre les réseaux de passeurs, une discussion à laquelle seront associées les autorités libyennes, et sur le soutien que souhaite la France pour la force antiterroriste des pays du G5 Sahel.

Il se rendra enfin au Ghana, une première pour un président français. "Le choix de visiter un pays anglophone nous permettra d'illustrer notre approche continentale de l'Afrique: un lien privilégié avec les pays francophones mais aussi l'ambition de nouer un lien avec l'Afrique anglophone", explique l'Elysée.

Après les élections régionales du 21 décembre prochain en Catalogne

## Le gouvernement espagnol demande à ouvrir une nouvelle page

Le gouvernement espagnol tente à moins d'un mois des élections régionales prévues le 21 décembre en Catalogne d'apaiser les esprits et de réduire de l'intensité des tensions qui ont secoué le pays, notamment après l'organisation en Catalogne d'un référendum illégal et l'application le 27 octobre de l'article 155 de la Constitution qui a permis de mettre sous tutelle cette région autonome, la dissolution de son Parlement, la destitution de son gouvernement et la convocation de nouvelles élections régionales.

A ce titre, le gouvernement de Mariano Rajoy a appelé vendredi à tourner la page après les élections du 21 décembre et fermer ainsi la porte de l'instabilité et de l'insécurité ayant prévalu en Catalogne ces derniers mois. Le porte-parole du gouvernement espagnol, Mendez de Vigo, a déclaré vendredi à l'issue du conseil des ministres que tout le monde doit tourner une nouvelle page pour

permettre à la Catalogne de rester avec l'Espagne et retrouver son élan positif comme le reste du pays.

Cet appel vient après celui fait par le Premier ministre espagnol, au cours de cette semaine à Barcelone à travers lequel il a encouragé les hommes d'affaires catalans à faire front commun avec le gouvernement pour rétablir la confiance après la crise politique qui a secoué la Catalogne.

«Ni maintenant ni jamais, vous n'allez manquer du soutien du gouvernement», avait souligné Rajoy à l'adresse des entrepreneurs catalans en indiquant, par ailleurs, que leur rôle sera également décisif pour retrouver la confiance, car sans cette dernière a-t-il expliqué, il n'y a pas d'investissement, il n'y a pas de travail et pas d'avenir.

Le président du gouvernement espagnol a demandé aux hommes d'affaires de ne plus quitter la Catalogne et de contribuer à pan-

ser les plaies, à renforcer la normalité et à promouvoir la confiance.

Après des semaines très tendues et un bras de fer très acharné qui a opposé le mouvement indépendantiste au gouvernement central de Madrid, la sagesse semble peu à peu regagner du terrain, notamment chez les sécessionnistes. C'est ainsi que les deux forces indépendantistes catalanes, notamment l'Assemblée nationale catalane et Omnium cultural dont les leaders sont actuellement emprisonnés ont décidé de renoncer contrairement à la candidature de l'unité populaire, à la voie unilatérale de la sécession et de parler sur la négociation avec l'Etat au cas où elles remporteraient les élections du 21 décembre. Les numéros deux de ces associations puissantes, en l'occurrence Agustí Alcega et Marcel Mauri, ont souligné dans une conférence de presse, qu'ils ont toujours soutenu le dialogue et la négociation

avec l'Etat.

L'ancien président de la généralité, Carles Puigdemont, exilé en Belgique a également déclaré à une chaîne de radio allemande citée par la presse espagnole qu'il accepterait de discuter avec le premier ministre espagnol.

«Partir de Bruxelles sur l'avenir politique de la Catalogne. Je pense que nous devons parler, nous avons besoin de rencontres et de dialogues tout en rejetant l'application de l'article 155 de la Constitution».

Si la plate-forme «Ensemble pour la Catalogne» dirigée par Carles Puigdemont et la gauche républicaine catalane qui participent séparément aux prochaines élections sont en train de négocier pour mettre en place une stratégie pour les prochaines élections en renonçant à la manière unilatérale avec laquelle ils ont agi précédemment, la candidature de l'unité populaire a souligné qu'elle n'a pas l'intention de renoncer à la

voie unilatérale, car estime-t-elle, que c'est la seule voie possible pour réaliser son projet politique.

En attendant le jour «J», celui des élections tant attendues et qui devront décider de l'avenir de la Catalogne, le climat à l'heure actuelle est à l'apaisement et aux appels au dialogue et négociation de la part des indépendantistes et à la sérénité et à la confiance de la part du gouvernement central de Madrid. Dans ce cadre, le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, a réaffirmé mercredi que l'Exécutif respectera les résultats de ces élections qu'il avait lui-même convoqué. Rajoy avait indiqué que le «plus gros de la crise est passé et que le verdict des urnes, le 21 décembre stabilisera la situation. Il avait en outre souligné, que dans le cas où les indépendantistes gagneront ces élections, ils devront respecter la loi, les droits des minorités et ne pas nuire à l'économie catalane.

H. L.

Ouargla

# Plaidoyer pour une utilisation rationnelle des plantes endémiques

Les participants à un séminaire sur les polysaccharides de plantes de milieu saharien, tenu mercredi à Ouargla, ont plaidé pour une utilisation rationnelle des plantes endémiques des milieux arides, basée sur une connaissance scientifique.



L'utilisation de ces espèces végétales à valeur thérapeutiques doit être fondée sur une connaissance scientifique, non seulement pour protéger la santé humaine, mais aussi pour préserver l'écosystème saharien caractérisé par ses spécificités naturelles, notamment le climat sec et le moins pluvieux, ont souligné des intervenants, à l'issue de ce séminaire international sur les polysaccharides de plantes de milieu saharien (Polysac-2017) qu'a abrité deux jours durant l'Université Kasdi-Merbah.

Dans ce contexte, l'enseignante Nouria Smail Sadoun, de l'université Mouloud-Mammeri (Tizi Ouzou), a mis

l'accent sur la nécessité de lutter contre l'exploitation irrationnelle de ces espèces végétales, qui risque de ravager l'écosystème saharien très fragile, tout en favorisant l'usage sage de ces végétaux locaux, à l'instar de peganum harmala (dit har-mel localement) et le zygo-phylum cornutum coss (dit aggueya) utilisés dans différents domaines médical, pharmaceutique et culinaire. Les participants à ce séminaire ont estimé aussi que le développement de la collaboration inter-universités revêt une importance majeure en matière de valorisation de la recherche scientifique en rapport avec les polysaccharides (macromolécules biologiques) extraits à partir de sources

animales ou végétale, dont les plantes endémiques, utilisées dans les industries pharmaceutiques et cosmétiques.

Dans ce sens, El Houari Chaâ, enseignant à l'université des sciences et de la technologie d'Oran (Usto), a mis en relief l'importance de lancer des recherches regroupant des équipes algériennes, tout en mettant en avant l'expertise étrangère dans ce domaine.

Organisée par la Faculté des sciences de la nature et de la vie de l'université de Ouargla, en coordination avec les universités Clermont Auvergne (Clermont-Ferrand-France), ce rendez-vous scientifique a pour objectif de créer un espace d'échanges

permettant un enrichissement mutuel afin de réévaluer l'importance des polysaccharides issus de plantes se développant dans les milieux arides, a indiqué le président du comité scientifique du séminaire, le Pr Ould El Hadj Mohamed Didi.

Le Polysac-2017, qui entre dans le cadre du projet algéro-français Tassili, retenu dans le cadre de la coopération bilatérale, s'est articulé autour de quatre thèmes principaux, à savoir extraction et caractérisation de polysaccharides, polysaccharides et activités biologiques, polysaccharides et hydro-colloïdes et valorisation des polysaccharides issus de sous-produits, ont indiqué les organisateurs.

Riad D.

Parc Habibas Land d'Oran

## Les travaux de réalisation ont atteint 30% d'avancement

Le projet du parc d'attractions d'Oran Habibas Land, implanté au boulevard Millenium à l'est du chef-lieu de la wilaya et lancé en avril dernier, enregistre un taux d'avancement de l'ordre de 30%, a-t-on appris mercredi de l'entreprise réalisatrice.

Le projet, érigé sur une superficie de 15 ha, a été créé dans le cadre d'un partenariat public-privé, entre l'entreprise de gestion du parc d'attractions de la wilaya d'Oran, et l'entreprise de droit algérien Eurl Gaea China Construction Limited Company, chargée de la réalisation de la plate-forme et des différentes structures annexes qui l'accompagnent.

Ce projet a pour objectif de créer un site

attractif multifonctionnel et de doter la capitale de l'Ouest d'infrastructures modernes visant le renforcement de son statut de ville métropolitaine de la Méditerranée, a précisé à l'APS, Boubekri Alaâdine, un responsable de Gaea Construction, en marge de la 5<sup>ème</sup> édition du Salon de l'Immobilier, du logement et des maisons intelligentes Elogia, qui se tient depuis mardi au Centre des conventions d'Oran.

«Lors du lancement de ce projet, nous avions des problèmes avec la Seor et Sonelgaz, concernant les réseaux d'eau et de gaz sur le site, toutefois, ces réserves ont été levées et nous sommes parvenus à lancer les travaux. Nous sommes actuellement au terrassement du côté aquatique qui

comportera plusieurs attractions», a précisé le responsable.

Pour un délai prévisionnel de 18 mois, soit la fin 2019, ce parc, dont le coût a été estimé à près de 7,5 milliards de dinars, contiendra, une fois achevé, 34 attractions en plein air, 10 services administratifs, 400 locaux commerciaux, trois centres commerciaux, une salle de loisirs et sports, un hôtel et une salle des fêtes. Il générera à terme 3 000 emplois entre directs et indirects. Plusieurs équipements et jeux seront implantés comme le ball-pool, la trampoline, l'escalade, les montagnes russes, les tasses en rotation, la balançoire au mur d'eau, le bateau pirate et entre autres jeux.

H. L.

Cnas de Béchar

## Des employeurs ciblés par une campagne d'information

■ Quelque 2 995 employeurs à travers la wilaya de Béchar sont ciblés par une campagne d'information sur les mesures prises par la Caisse nationale d'assurances sociales (Cnas) en leur faveur pour régulariser leur situation et celles de leurs employés, a annoncé mercredi la chargée de communication de cette caisse à Béchar.

Cette campagne d'information et de sensibilisation a pour objectif de faire connaître amplement aux employeurs le nouveau service de Télépaiement, un procédé leur permettant de régler en ligne les cotisations de sécurité sociale déclarées à travers un site électronique de télédéclaration sans se déplacer au niveau de la Caisse et sans fournir de documents en papier, a précisé à l'APS Mme Mejdoub Hiba.

Ce service public électronique, qui est désormais intégré dans la gestion, est offert en trois modes de paiement, à savoir le e-paiement ou bien le paiement par carte interbancaire CIB, le prélèvement par e-banking et le prélèvement par EDI (Echange de données informatisé), «permettra aux employeurs de procéder au paiement des cotisations de la sécurité sociale en temps réel et sans déplacement à notre agence», a-t-elle expliqué.

L'introduction de ces services électroniques dans la gestion, venus à la suite du développement rapide des technologies de l'information et de la communication à travers les 21 communes de la wilaya, traduit la volonté de la Cnas d'adopter des mécanismes modernes susceptibles de faciliter la tâche aux employeurs et d'être au diapason de leurs attentes et préoccupations en matière de prestations sociales, a ajouté Mme Mejdoub.

Ces services vont entraîner aussi un meilleur traitement des dossiers des déclarations de cotisations et une rapidité dans l'exécution des documents des employeurs ainsi que ceux des employés bénéficiaires des prestations sociales de la caisse, souligne la responsable de la communication.

Actuellement, on enregistre un total de 150 057 assurés sociaux de la wilaya affiliés à cette caisse pris en charge par l'agence centrale de Béchar et ses annexes, a fait savoir Mme Mejdoub.

R. S.

Sinistrés des inondations à Laghouat

## Remise de décisions d'aides financières

■ Des décisions d'aides financières ont été remises mercredi aux occupants de bâtisses précaires affectés par les intempéries de l'année dernière à Laghouat, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Ces décisions ont concerné 300 habitants de 16 quartiers de la ville de Laghouat affectés par les intempéries et 150 autres sinistrés des inondations en septembre 2016 de Oued M'zi, a-t-on précisé.

Les bénéficiaires de cette opération devront percevoir une première tranche de 30% de l'aide estimée à 700 000 DA, dans de proches délais pour entamer leurs travaux, avant de recevoir les deux tranches restantes, a-t-on ajouté.

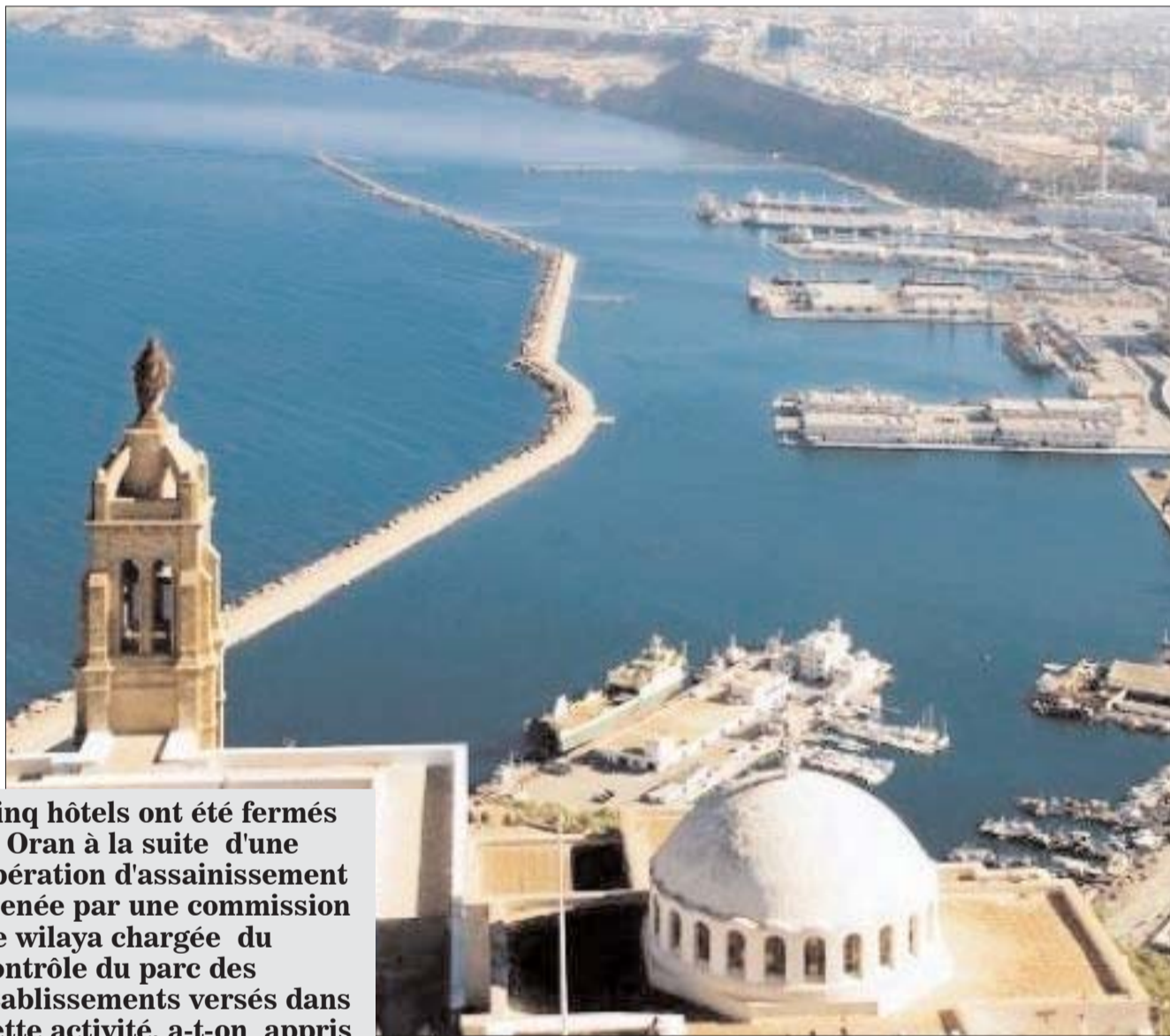
Ces aides viennent s'ajouter aux 1 000 aides réparties équitablement entre les communes de Laghouat et Aflou, a-t-on fait savoir, ajoutant que l'étude des dossiers des postulants aux aides se poursuit avant d'être soumise au ministère de tutelle.

Les aides prévues pour la restauration du vieux bâti ciblent, notamment les grandes agglomérations urbaines, à leur tête les communes de Laghouat et Aflou, pour la préservation de leur cachet urbain.

R. T.

Oran

# Fermeture de cinq établissements hôteliers



**Cinq hôtels ont été fermés à Oran à la suite d'une opération d'assainissement menée par une commission de wilaya chargée du contrôle du parc des établissements versés dans cette activité, a-t-on appris mercredi de la direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA).**

**P**armi 34 établissements contrôlés, ces cinq hôtels, situés notamment à Haï Sidi Lahouari et au centre-ville d'Oran, ont été fermés pour non-conformité aux normes d'exploitation en vigueur, a indiqué à l'APS le chef de service du contrôle des activités touristiques et suivi à la DTA, Mourad Boujenane, expliquant que cette opération d'assainissement du parc hôtelier par la commission de wilaya, entamée le 22 octobre dernier, se poursuivra jusqu'au 16 décembre prochain.

«Ces établissements hôteliers, compte tenu des anomalies et défaillances relevées notamment en matière d'hygiène et sécurité, nécessitent une fermeture administrative de trois mois et ce jusqu'à la levée des réserves», a-t-il expliqué, notant que «l'objectif de cette opération de contrôle est d'assainir un parc de 63 hôtels classés dans la catégorie de 0 à 1 étoile».

S'agissant de la catégorie des 2 à 5 étoiles et en attendant le passage de la Commission nationale de classement, le travail de pré-classement des hôtels s'effectue présentement par les services de la direction locale du tourisme, dans le but de lutter contre la publicité mensongère de certains établissements qui se sont attribués des panonceaux de classement, a-t-il

fait observer. Il est prévu, à la clôture de cette opération d'assainissement, la délivrance par l'Agence nationale du développement touristique (ANDT) d'un panonceau de classement touristique pour les différents établissements hôteliers de la wilaya, a-t-on souligné.

Par ailleurs, M. Boujenane a fait état d'un classement de 57 établissements hôteliers, dont 31 au classement local, dans la catégorie de 0 à 1 étoile et de 25 autres dans la catégorie de 2 à 5 étoiles par la commission nationale. Selon le responsable, le parc hôtelier de la wilaya est constitué de 165 établissements, offrant une capacité d'accueil de 15.388 lits et employant un effectif 3.500 employés.

K. Y.

Guelma

## Des céréaliculteurs bénéficient du crédit R'fig

**U**n total de 1.419 céréaliculteurs dans la wilaya de Guelma a bénéficié au titre de la campagne agricole 2017-2018, d'un financement, dans le cadre du crédit R'fig, a indiqué mercredi le directeur régional de la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), Djamel Mansouri. Le montant alloué aux agriculteurs concernés par ce crédit sans intérêt pour le financement de la campagne labours-semences jusqu'au 22 novembre en cours, a atteint 1.578 milliard DA, a précisé à l'APS le directeur de cette banque.

Pas moins de 291 agriculteurs parmi le nombre global des bénéficiaires de ce crédit, au titre de cette campagne,

n'avaient pas payer leurs créances de la saison 2016-2017, faute de bonne production enregistrée à cause des conditions climatiques non favorables marquées par une sécheresse notamment dans la région Sud-Ouest de la wilaya, a-t-il affirmé.

Les demandes de ces agriculteurs pour un crédit R'fig pour la saison agricole en cours ont été étudiées par les services de cette banque «au cas par cas», a-t-on noté, avant que la BADR ne leur accorde un nouveau crédit et un délai supplémentaire pour régler leur situation, selon le même responsable, notant que cette procédure permettra à cette catégorie d'agriculteurs la préservation de leurs

activités. Le nombre global de fellahs ayant bénéficié de ce crédit a connu avant les derniers jours de la clôture de la campagne labours-semences «un recul léger», par rapport à la campagne précédente marquée par le recensement de 1.621 agriculteurs qui avaient bénéficié d'un montant de 1,83 milliard DA, a-t-il fait remarquer.

Les dossiers des fellahs désireux de bénéficier de ce crédit sont déposés auprès des guichets uniques répartis sur les communes de Belkhir, de Boucheougouf, d'Oued Zenati, d'Ain Mekhlouf, de Tamlouka et de Hammam Debagh, a-t-on signalé de même source.

Bilal L.

El Tarf

## Raccordement au gaz naturel de plus de 300 foyers

■ Un total de 320 foyers localisés au niveau de la commune de Ramel Essouk, relevant de la daïra d'El Kala El Tarf, ont été raccordés au réseau de distribution publique de gaz naturel, a-t-on indiqué mercredi de la chargée de communication à la direction de la distribution de l'électricité et du gaz (SDE), Chiraz Boualam.

Inscrite à la faveur du quinquennat 2010/2014, cette opération de raccordement effectué mardi, intervient après une autre similaire ayant profité, il y a près de deux semaines, à 145 foyers situés dans la commune frontalière de Bouhadjar, a indiqué Mme. Boualam.

Ciblant 621 foyers répartis à travers la daïra d'El Kala pour un montant de 172 millions de dinars, cette opération a été, a-t-on soutenu, favorablement accueillie par les familles bénéficiaires qui ont affiché leur satisfaction de voir leur calvaire prendre fin.

L'opération de raccordement a nécessité la réalisation de 1,9 km du réseau de transport ainsi qu'une bretelle de 7,4 km d'un réseau de distribution long de 18,75 km, a-t-on indiqué à la direction locale de l'énergie.

Plus de 900 autres foyers, répartis dans les localités de Berrihane, Kous (commune d'El Chatt), Bouhellallah, (commune de Ben M'Hidi), Bougous, Boutella Abdellah «seront raccordés prochainement» au réseau de distribution de gaz de ville, a-t-on également ajouté de même source.

Le taux de couverture en gaz naturel de la wilaya d'El Tarf a atteint 56%, alors que celui se rapportant à la couverture en électricité est de l'ordre de 96,5%.

R. N.

Ghardaia

## Des objets pyrotechniques saisis à Guerrara

■ Plus de 170.000 unités pyrotechniques, de différentes formes et puissance, ont été saisies par les éléments de la sureté nationale à bord de deux véhicules dans la localité de Guerrara (Ghardaïa), a appris l'APS mercredi auprès de la cellule locale de communication de la sureté.

Cette saisie s'est effectuée mardi dans un barrage de contrôle de véhicules à l'entrée ouest de la localité de Guerrara, dans le cadre des efforts déployés par les éléments de la sureté pour freiner la vente de pétards et autres objets pyrotechniques potentiellement dangereux et sources d'accidents, d'incidents et de conflits entre personnes, a précisé la même source.

Ces objets pyrotechniques introduits illégalement sur le marché national et les deux véhicules utilisés pour l'acheminement de ces produits prohibés ont été saisis tandis que deux individus âgés de 24 et 39 ans, présumés impliqués dans ce trafic, ont été écroués.

Vendus dans le commerce informel, ces pétards, fusées et autres produits pyrotechniques de divertissement sont dangereux causant chaque année des dizaines de blessés, a-t-on fait savoir.

Pour lutter contre ce commerce illicite, les services de sécurité (Gendarmerie nationale et sureté nationale) ont mis en place des dispositifs et pris une série de mesures comme l'intensification des opérations de contrôle, la multiplication des patrouilles mobiles à travers les axes routiers les plus fréquentés par les contrebandiers et l'organisation de campagnes de sensibilisation contre ces produits dangereux.

R. G.



Irak

# La guerre du désert bat son plein contre l'EI

Les forces irakiennes ont ouvert hier un troisième front pour traquer dans le désert les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) qui s'y cachent, a affirmé à l'AFP, un officier supérieur.



Après avoir commencé leur offensive jeudi à partir des provinces de Salaheddine (centre) et Ninive (nord), les forces irakiennes se sont lancées hier sur les traces des jihadistes à partir de la province occidentale d'Al Anbar, pour les prendre en tenaille.

«L'armée irakienne et les combattants tribaux ont lancé une offensive au nord de Rawa en direction de Baiji (province de Salaheddine) et du nord de Qaïm vers la province septentrionale de Ninive», soit une distance de 155 km, a affirmé à l'AFP, un des généraux responsables de l'opération.

«Il s'agit de faire la jonction avec les forces venant de Ninive. L'opération a pour objectif de nettoyer le désert

jusqu'à la frontière syrienne et de traquer les terroristes qui ont fui les villes libérées vers le désert», a-t-il ajouté.

Après avoir perdu ces derniers mois toutes les villes et centres urbains sous leur contrôle, les jihadistes de l'EI se retrouvent acculés dans une vaste région désertique dans l'ouest de l'Irak proche de la frontière syrienne.

Pour sa part, Abou Mahdi al-Mouhandess, le «n°2» et homme fort des forces paramilitaires du Hachd al-Chaabî a indiqué que «la bataille du désert est très importante car c'est de là que Daech peut attaquer nos lignes de défense, venant de Syrie, et atteindre les provinces de Salaheddine, Kirkouk, Mossoul et Al-Anbar». Selon lui, les opéra-

tions militaires se déroulent sur une superficie de 27 000 km<sup>2</sup> à cheval sur trois provinces. Des experts avaient fait état auparavant d'un rectangle de 7 000 km<sup>2</sup>.

Dans une vidéo postée par Hachd, il explique que le désert «est la dernière région où se trouve encore militairement Daech (acronyme arabe de l'EI). Cela ne signifie pas que cette organisation est finie car certains de ses éléments se cachent encore parmi les civils dans certains villages».

«Nous devons les rechercher dans les régions qui ont été libérées et nous devons les arrêter avant qu'ils ne regagnent les villes», a-t-il ajouté.

«Nous devons rester en état d'alerte et la sécurité ne pourra pas être totale sans

un contrôle complet de la frontière avec la Syrie», a-t-il précisé.

Jusqu'à présent, 100 villages et hameaux ont été pris, les forces irakiennes ont pu mettre la main sur des entrepôts d'armes et de munitions, sur des voitures piégées, a-t-il rapporté, précisant que le désert servait de point logistique, de soutien et de centre de communications entre la Syrie et l'Irak.

En 2014, fort de ses gains territoriaux, l'EI avait proclamé un «califat» à cheval sur la Syrie et l'Irak.

Mardi, le Premier ministre Haider al-Abadi avait indiqué qu'une fois les jihadistes chassés du désert, l'Irak pourrait proclamer «la défaite totale» de l'EI.

AFP

Pakistan

## Au moins quatre morts dans un attentat-suicide à Quetta

< Au moins quatre personnes sont mortes samedi et 19 ont été blessées dans un attentat-suicide à Quetta, capitale du Balouchistan, la très instable province du sud-ouest du Pakistan, a-t-on appris de sources concordantes.

Les circonstances de l'attentat, qui s'est produit dans le quartier de Sariab, ne sont pas encore connues précisément. La cible semble avoir été un véhicule des Frontier Corps, un groupe paramilitaire chargé de sécuriser la frontière occidentale du pays, a indiqué Naseeb Ullah, responsable de la police.

«Quatre personnes sont mortes et 19 autres ont été blessées, dont quatre se trouvent dans un état critique», a déclaré ce gradé à l'AFP.

Akbar Harifal, un cadre provincial, a confirmé ce bilan.

Quetta est la capitale du Balouchistan, qui est frontalier de l'Iran. Cette province est la plus pauvre du pays, malgré des gisements d'hydrocarbures et de minéraux, mais aussi la plus instable.

En plus de groupes séparatistes balouches, des insurgés islamistes tentent d'infiltrer le Balouchistan, par ailleurs l'une des principales zones de violence sectaire. Les assassinats de hazaras, une ethnie chiite dont les membres sont facilement reconnaissables à leurs traits asiatiques, sont fréquents à Quetta.

AFP

Syrie

## La guerre a fait plus de 340 000 morts

< Plus de 340 000 personnes, dont plus de 100 000 civils, ont été tuées depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, a indiqué vendredi par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Ce nouveau bilan est annoncé à l'heure où plusieurs puissances étrangères intensifient leurs efforts diplomatiques pour tenter de mettre un terme à ce conflit meurtrier, et à quelques jours d'un nouveau cycle de pourparlers de paix sous l'égide de l'ONU à Genève.

L'Observatoire, qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays en guerre, a documenté la mort de 343 511 personnes sur le territoire syrien entre la mi-mars 2011 et le début du mois de novembre 2017.

Parmi elles figurent 102 618 civils, dont près de 19 000 enfants et 12 000 femmes, a précisé la même source à l'AFP.

Selon l'Osdh, plus de 119 000 membres des forces progouvernementales ont été tués, dont 62 000 soldats syriens et 1 556 membres du Hezbollah libanais.

Par ailleurs, quelque 59 000 combattants des factions rebelles et des Forces démocratiques syriennes (FDS) - une alliance arabokurde soutenue par Washington - ont été tués.

Parmi les morts figurent également plus de 62 200 combattants des différents groupes jihadistes, une augmentation de 4 000 morts par rapport au dernier bilan de l'Osdh publié en juillet.

Au cours des quatre derniers mois, environ 12 000 personnes ont été tuées sur l'ensemble du territoire syrien, dont 3 001 civils. Un accord de «désescalade» a été conclu en mai, apportant un calme relatif dans certaines zones du pays, mais la violence a explosé ailleurs.

«Même si les accords de désescalade ont fait diminuer le bilan des victimes civiles, les violentes offensives contre l'EI dans d'autres zones ont fait que les civils mouraient au même rythme», affirme le directeur de l'Osdh, Rami Abdel Rahmane.

Les forces du régime soutenues par la Russie et des combattants syriens, notamment kurdes, appuyés par les Etats-Unis ont mené ces derniers mois des offensives distinctes contre le groupe Etat islamique (EI), notamment à Raqa (nord) et à Deir Ezzor (est).

Déclenché en 2011 avec la répression de manifestations pacifistes par le régime, le conflit en Syrie s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire de plus en plus morcelé.

AFP

Yémen

## Arrivée des premières aides à l'aéroport de Sanaa depuis trois semaines

Un avion chargé d'aide humanitaire affrété par l'Unicef a atterri hier à Sanaa, une première depuis le début d'un blocus imposé début novembre par la coalition sous commandement saoudien intervenant dans ce pays en guerre.

La coalition sous commandement saoudien est intervenue au Yémen en mars 2015 pour stopper la progression des rebelles yéménites houthis face aux forces gouvernementales.

Elle avait imposé un blocus total au Yémen après le tir le 4 novembre d'un missile balistique par les rebelles - qui contrôlent Hodeida et Sanaa - en direction de l'Arabie Saoudite. L'engin avait été intercepté au dessus de l'aéroport international de Riyad.

Après des appels pressants de l'ONU, la coalition avait annoncé mercredi la réouverture du port de Hodeida (ouest) et de l'aéroport de Sanaa pour l'aide humanitaire. Hier matin, 1,9 million de vaccins ont atteint la capitale yéménite, a indiqué

sur Twitter la représentante de l'Unicef au Yémen, Meritxell Relano.

Selon l'Unicef, ces vaccins doivent servir à protéger 600 000 enfants contre la diphtérie, une maladie en progression au Yémen.

La diphtérie est venue s'ajouter à une épidémie de choléra. Entre le 27 avril et le 8 novembre, l'OMS a enregistré 913.741 cas suspects de choléra et 2 196 décès liés à cette maladie, même si le nombre de cas est en diminution depuis plusieurs semaines.

Le photographe de l'AFP a constaté sur le tarmac de l'aéroport les piles de cartons remplis de vaccins.

Trois autres avions affrétés par le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont également atterri hier à Sanaa avec à leurs bords des humanitaires. «Je confirme que notre avion a atterri ce matin à Sanaa», transportant du personnel, a indiqué à l'AFP la porte-parole du CICR pour le Moyen-Orient,

Iolanda Jaquemet.

Un porte-parole du PAM a indiqué qu'un bateau transportant de l'aide attendait encore l'autorisation d'entrer dans le port de Hodeida, également contrôlé par la rébellion. Selon l'Organisation mondiale de la santé, le conflit au Yémen a fait, depuis l'intervention de la coalition militaire arabe en mars 2015, plus de 8 750 morts et 50 600 blessés, dont de nombreux civils. Le pays connaît «la pire crise humanitaire de la planète», selon l'ONU qui a averti que sept millions de Yéménites se trouvent au bord de la famine en raison de la poursuite du conflit.

La guerre au Yémen oppose les forces gouvernementales du président Abd Rabbo Mansour Hadi qui ont été chassées en septembre 2014 de Sanaa, aux rebelles Houthis, issus de la minorité zaïdite (branche du chiisme), très présente dans le nord, à la frontière saoudienne.

AFP

Zimbabwe

# Mnangagwa promet de tourner le dos à l'ère Mugabe

**Le nouveau président du Zimbabwe Emmerson Mnangagwa a mis vendredi un point final aux trente-sept ans du règne autoritaire de Robert Mugabe, en promettant de redresser l'économie du pays et de tourner le dos à l'ancien régime.**



**C**ostume noir et cravate rouge sur chemise blanche, le nouveau maître du pays a prêté serment devant plusieurs dizaines de milliers de partisans enthousiastes, massés dans un stade de la banlieue de la capitale Harare.

"Moi, Emmerson Dambudzo Mnangagwa, jure en tant que président de la République du Zimbabwe je serai loyal à la République du Zimbabwe et obéirai, soutiendrai et défendrai la Constitution et les lois du Zimbabwe," a-t-il déclaré. A 75 ans, M. Mnangagwa prend les rênes du pays trois jours à peine après la démission historique du plus vieux dirigeant en exercice de la planète, 93 ans, poussé vers la sortie par son armée, son parti et la rue.

Dans un pays qui sort ruiné de l'ère Mugabe, les attentes des 16 millions de Zimbabweens sont immenses. Mais les doutes persistent sur l'aptitude du nouveau chef de l'Etat, longtemps aux commandes de l'appareil répressif de

Robert Mugabe, à rompre avec les habitudes de l'ancien régime.

"Nous voulons que nos enfants aient des emplois, nos hôpitaux des médicaments et nos écoles des livres", a résumé Prisca Siyapenda, un retraité de 52 ans venu acclamer le nouveau président dans un National Sports Stadium plein à craquer. "Nous espérons un nouveau départ", a-t-il ajouté. Conscient de la tâche titanesque qui l'attend, le "Crocodile", ainsi qu'il est surnommé pour son caractère impitoyable, a profité de son premier discours pour multiplier les promesses. "Nous allons créer des emplois pour notre jeunesse et réduire la pauvreté pour toute la population", a lancé M. Mnangagwa, "les actes de corruption doivent cesser sur le champ".

## Père de la nation

Il a aussi annoncé qu'il indemniserait les fermiers blancs expulsés manu militari de leurs propriétés au début des années 2000. Cette réforme, emblématique de l'ère

Mugabe, avait valu à son prédécesseur une volée de critiques et de sanctions internationales. M. Mnangagwa s'est par ailleurs engagé à protéger les investissements étrangers et à renouer avec la communauté internationale. "Dans ce monde global, aucune nation n'est, ne peut ou ne doit être une "île", a-t-il insisté.

Le nouveau chef de l'Etat n'a pas non plus manqué de rendre hommage à son prédécesseur, "père de la nation". "Acceptons et reconnaissons tous son immense contribution à la construction" du pays, a-t-il lancé à la foule.

A la veille de son entrée en fonction, M. Mnangagwa s'est entretenu jeudi avec Robert Mugabe, à qu'il a promis, ainsi qu'à sa famille, les "conditions de sécurité et de bien-être maximales", a rapporté le quotidien gouvernemental The Herald.

Trois jours après la chute du régime, le sort réservé au couple présidentiel restait toutefois encore mystérieux.

"Je ne sais pas ce qui a été négocié mais je peux vous dire qu'aucun Zimbabween ne souhaite que Mugabe soit poursuivi en justice ou pendu ou lynché", a déclaré à l'AFP un de ses ministres, Supa Mandiwanzira, "les gens veulent tourner la page".

Robert Mugabe a été poussé vers la sortie par un coup de force de l'armée, qui a pris le contrôle du pays dans la nuit du 14 au 15 novembre après le limogeage de M. Mnangagwa.

Cacique du régime depuis l'indépendance du Zimbabwe en 1980, le "crocodile" a été sèchement remercié sur ordre de la Première dame Grace Mugabe, qui lui disputait la succession de son mari, à la santé de plus en plus fragile.

## Coterie

Après avoir résisté plusieurs jours aux pressions des militaires, de son parti, la Zanu-PF, et de la rue, "camarade Bob" a fini par capituler mardi en présentant sa

démission, menacé par une procédure de destitution devant le Parlement.

"Il (M. Mugabe) a été victime de sa femme et de la coterie de conseillers qui l'entouraient", a commenté vendredi à l'AFP le ministre de la Cybersécurité Patrick Chinamasa, "nous ne voulions certainement pas que cela se termine comme ça".

M. Mugabe a laissé derrière lui une économie ruinée par ses réformes dévastatrices. Avec un taux de chômage à 90%, les Zimbabweens vivent de petits boulots, l'argent manque et le spectre de l'hyperinflation rôde.

"La priorité du nouveau gouvernement, c'est de redresser la situation économique et financière catastrophique du pays", a souligné l'analyste Robert Besseling, de EXX Africa.

Malgré son discours, le profil et la personnalité du nouveau maître du Zimbabwe suscitent quelques inquiétudes.

Fidèle parmi les fidèles du régime, Emmerson Mnangagwa, proche de la hiérarchie sécuritaire, plusieurs fois ministre, traîne derrière lui une sinistre réputation d'exécuteur des basses oeuvres de l'ex-président Mugabe.

"Des dizaines de milliers de personnes ont été torturées, ont disparu ou ont été tuées", a rappelé Amnesty International.

Soucieux de rassurer, M. Mnangagwa a une nouvelle fois appelé vendredi ses concitoyens "reconstruire le pays ensemble".

Le principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), plaide pour un gouvernement d'union nationale jusqu'aux élections prévues en 2018.

Mnangagwa n'a pas encore levé le voile sur ses intentions mais il a promis que le scrutin se tiendrait "comme prévu".

Contrairement à ses homologues du Mozambique ou de Zambie, le président sud-africain Jacob Zuma n'a pas assisté à l'investiture du nouveau chef de l'Etat zimbabween. Mais il a souligné "la nécessité de maintenir la paix et la stabilité".

AFP

## Le village natal de Mugabe en deuil de l'enfant du pays

**C**ris de joie, concerts de klaxons, portraits piétinés, la chute de Robert Mugabe a été acclamée dans tout le Zimbabwe. Vraiment tout ? Non. A une heure de route d'Harare, le village qui a vu l'ex-président naître et se marier a du mal à cacher sa peine.

"Quand j'ai appris la nouvelle" de son départ et "vu que les choses ne se présentaient pas bien, je me suis dit "bon, tout a une fin, il faut maintenant qu'il se repose", confie, fataliste, un des amis d'enfance du chef de l'Etat déchu, Johannes Chikanya.

"Si j'avais été à sa place, j'aurais démissionné pendant que la population m'aimait encore", poursuit ce cousin très éloigné, "maintenant, ça crée des problèmes".

Johannes Chikanya est né en mai 1924, trois mois après Robert Mugabe, à Kutama, à moins de 100 km à l'ouest de la capitale du pays.

Malgré son grand âge, il ne se fait pas prier pour évoquer avec tendresse leur modeste enfance commune. Avec un luxe de détails.

La couverture posée à même le sol d'une petite maison que les deux gamins partageaient parfois comme lit, les repas qu'ils mangeaient parfois dans la même assiette...

Ces temps semblent, à l'évidence, aujourd'hui révolus. A voir le goudron frais qui recouvre ses routes, Kutama a largement profité de l'ascension de l'illustre enfant du pays.

"Nous lui sommes tellement reconnaissants de tout ce qu'il a fait pour nous, de la façon dont il s'est occupé de nous jusqu'à aujourd'hui", se félicite Tobias Sowero, 40 ans, assis devant l'entrée d'un commerce, "j'espère que ça va continuer".

Une exception dans un Zimbabwe qui sort exsangue du règne autoritaire de trente-sept ans exercé par Robert Mugabe.

Dans tout le reste du pays, les infrastructures sont dans un état de délabrement avancé, la quasi-totalité de la population active survit de petits boulots informels et l'argent manque cruellement.

A Kutama, certains ont profité de la funeste réforme agraire des années 2000.

Ordonnée par Robert Mugabe, l'expulsion forcée des fermiers blancs a détruit l'agriculture d'un pays jadis considéré comme le grenier à blé de l'Afrique australe et a fait plonger le reste de l'économie.

"Même si d'autres se plaignent qu'il n'y ait plus de travail, moi je suis content d'avoir récupéré des terres", assure sans complexe Theophilus Chimanga, 22 ans, "je veux me rappeler de lui (Mugabe) comme celui qui nous a donné la terre et la liberté".

Sans surprise, Kutama n'a pas connu mardi soir les scènes de liesse populaire qui ont accueilli l'annonce de la démission du "camarade Bob" à Harare ou à Bulawayo (sud-ouest).

"Non, il n'y a pas eu de célébrations ici, on s'est contentés d'accepter tranquillement ce qu'il se passait", note un commerçant qui préfère par précaution taire son identité.

Pas très loin du centre, la maison en briques que possède encore l'ancien chef de l'Etat dans son village paraît étrangement calme, bien loin des convulsions politiques qui agitent le pays.

Les forces de l'ordre qui la protégeaient naguère en nombre ont désormais disparu.

En 1996, elle fut le théâtre de l'extravagant remariage du président Mugabe avec sa deuxième épouse Grace, dont les appétits de pouvoir ont causé la semaine dernière l'intervention des militaires et précipité la fin politique de son époux.

Le temps de ces noces, le village de quelques milliers de personnes a accueilli des célébrités planétaires comme Nelson Mandela ou le président mozambicain de l'époque Joachim Chissano.

Aujourd'hui, les habitants de Kutama redoutent l'arrivée au pouvoir d'Emmerson Mnangagwa, investi vendredi, et se refusent encore à tourner la page Mugabe.

"Je ne veux pas paraître trop émotive mais permettez-moi de dire qu'il était aimé", plaide Marjorie Masuwa, une commerçante de 54 ans. "J'espère simplement que son successeur le sera aussi", ajoute-t-elle, "et surtout je le prie de ne pas rendre les terres aux Blancs".

AFP

# La jeunesse cubaine confie son angoisse de l'après-Castro

Ils sont étudiants, fonctionnaires, acteurs du secteur informel ou blogueurs, et font partie de ces jeunes qui envisagent leur avenir à Cuba. Même si l'ère post-Castro qui se profile nourrit leurs inquiétudes.

**B**eaucoup ont longtemps été préoccupés par ce qui se passerait au moment de la mort de Fidel Castro, mais son décès il y a un an n'a pas fait vaciller le pays. Les frères Castro avaient pris les devants en organisant une transition en douceur.

Fidel a cédé les rênes à Raul dès 2006. Dans trois mois, ce sera au tour du cadet des Castro, 86 ans, de passer la main à une nouvelle génération pour la première fois depuis près de six décennies. Une perspective qui suscite nombre d'incertitudes jusque parmi les militants communistes.

Comme chaque soir, la jeunesse havanaise se retrouve le long du «Malecon», célèbre boulevard de bord de mer de la capitale. On trinque, on refait le monde et beaucoup ont l'oeil rivé sur leur téléphone depuis que des bornes wifi ont été installées sur l'île à l'été 2015.

Interne en cardiologie à l'hôpital Calixto Garcia voisin, Ernesto Jimenez, 29 ans, se dit «optimiste» sur de futures transformations mais craint que cela «prenne du temps». Car «le peu de changements que j'ai vécu depuis 29 ans ont demandé beaucoup de travail».

«La situation économique est ce qui pénalise le plus la population cubaine et je crois que faire progresser ce secteur améliorerait notre quotidien», explique le médecin qui dit gagner 1.300 pesos par mois (52 dollars).

Laisi Chi, étudiant de 22 ans rencontré devant l'université de La Havane, un des viviers du Parti communiste cubain (PCC), clame lui sa «confiance dans le socialisme cubain, dans la révolution, pour qu'elle continue».

Laura de Leon, 18 ans, campe sur la même ligne. «On a de grands idéaux bien ancrés, la nouvelle génération saura perpétuer l'héritage», assure cette étudiante en pharmacie donnant du «compañero» (camarade) au journaliste venu l'interviewer.

Les deux étudiants admettent toutefois que des réformes seront nécessaires pour moderniser le pays et une économie encore calquée sur un modèle soviétique obsolète malgré la timide ouverture initiée par Raul



Castro.

«L'île va connaître des transformations car l'époque l'impose tout ce qui se passe dans le monde l'implique», reconnaît Laura, tandis que Laisi admet que «la révolution doit s'ouvrir un peu plus au monde».

## Transition en trompe

Ingénieur dans une entreprise étatique, Mario (nom modifié à la demande de l'intéressé) fait partie de ces Cubains ayant recours à l'économie informelle pour arrondir leurs fins de mois. A 36 ans, il est l'un des relais du vaste réseau de vendeurs du «paquete», ces contenus audiovisuels provenant des Etats-Unis qui circulent chaque semaine sous le manteau.

Contrairement à de nombreux jeunes de l'île, Mario confie à l'AFP «vouloir rester» à Cuba, mais redoute que le pays «ne change

pas». «Je crois que cela va continuer dans la même veine» avec les nouveaux leaders.

Pourtant il n'a cure d'un changement de régime. Il rêve simplement «d'un meilleur pouvoir d'achat et de plus d'opportunités d'emplois dans le privé», qui n'emploie que 20% des actifs. Yuni Garcia Aguilera, directeur d'une compagnie de théâtre de 35 ans à Holguin (est), est aussi l'un des rares à ne pas voir d'avenir en dehors de l'île, même si «tout le monde sait qu'à Cuba les choses ne vont pas bien».

«On ne peut pas nous asseoir et espérer passivement que les autres s'occupent du changement si quelque chose ne me plaît pas, c'est à moi de le changer», martèle l'artiste, connu pour son franc-parler et ses ?uvres au vitriol.

Abraham Jimenez Enoa, 28 ans, regrette que les jeunes Cubains soient «plus soucieux

de résoudre leurs problèmes personnels que de se poser des questions sur le pays». Ils veulent juste «remplir leur assiette, acheter une paire de Nike et voyager».

Ce blogueur, directeur du site d'informations indépendant El Estornudo, ne voit de salut ni dans la dissidence, vieillissante et inaudible, ni parmi cette jeunesse souvent indifférente. «Les seuls qui se préoccupent (de politique) sont dans les extrêmes: ceux qui ont des intérêts plus personnels que politiques et ceux qui ressemblent à des clones des dirigeants du pays», déplore-t-il.

Enfin, souligne-t-il, la transition de février prochain n'en est pas vraiment une, «parce qu'au final celui qui gouverne à Cuba est le chef du PCC», poste que Raul Castro devrait conserver jusqu'au prochain congrès du parti unique en... 2021.

AFP

## Cuba rend hommage à Fidel Castro, un an après sa mort

■ Cuba commémore samedi dans la sobriété le premier anniversaire de la mort de Fidel Castro, au moment où le pays est déjà tourné vers une transition historique qui mettra fin, dans moins de 100 jours, à six décennies de pouvoir des frères Castro.

Conformément au mépris déclaré par le Lider Maximo pour le culte de la personnalité, et comme pour figurer la fin d'un cycle, aucune cérémonie de masse n'a été prévue pour rendre hommage à cette incontournable figure de la Guerre froide, décédée voici un an à l'âge de 90 ans.

A La Havane, les célébrations seront surtout marquées par une veillée devant l'université. Depuis une semaine, de nombreux événements «politiques et culturels» ont lieu à travers le pays pour marquer l'anniversaire de la «mort physique» du père de la révolution cubaine. Cette terminologie officielle veut signifier que, bien que décédé, il est encore bien présent dans les esprits des générations de cubains qui n'ont connu que lui.

Partout dans le pays, sont réapparus ces derniers jours panneaux et inscriptions sur les

murs relayant les slogans «Fidel vive» («Fidel vit») ou «Somos Fidel» («Nous sommes Fidel»), tandis que les radios et la télévision relaient à l'envi le nouvel hymne «Lauriers et Olive», une «trova» poétique interprétée par le chanteur populaire cubain Raul Torres.

Adulé par certains, honni par d'autres, Fidel Castro a gouverné sans partage l'île caribéenne et défié la superpuissance américaine pendant près de 50 ans, avant de céder le pouvoir à son frère Raul à partir de 2006.

L'année dernière, sa mort avait été suivie d'un deuil national de neuf jours et ses cendres avaient traversé le pays sous le regard de millions de Cubains.

«Presque tout ce que nous avons, nous le devons à lui, à ses idéaux», s'émeut Pablo Zamora, un étudiant en médecine de 24 ans.

Leisi Chi, autre étudiant de 22 ans, se souvient lui de «la douleur» ressentie à l'annonce de sa mort. «Ca nous a touchés, surtout la jeunesse et le peuple d'ici, même si certains s'en sont réjouis».

Pour Michael Shifter, président du groupe de réflexion Dialogue interaméricain, à

Washington, l'absence de cérémonies en grande pompe «n'est pas surprenante»

«Il existe toujours un grand respect pour Fidel et ses accomplissements (...) mais il a quitté la présidence il y a plus d'une décennie, donc la mémoire et les aspects d'un héritage positif s'estompent, alors que les Cubains sont confrontés à de dures réalités», avance l'expert.

## Transition en ligne de mire

Cette année, la situation économique de l'île est restée préoccupante, avec une croissance de seulement 1% prévue pour 2017, après une récession (-0,9%) l'an dernier, notamment sous l'effet de la baisse des livraisons pétrolières de son allié vénézuélien.

Dans ce contexte, les réformes d'«actualisation» d'un modèle économique obsolète voulues par Raul Castro ont connu un coup d'arrêt. Et les ravages de l'ouragan Irma, qui a fait 10 morts en septembre dernier, ainsi que le récent durcissement de la politique américaine vis-à-vis de l'île n'engagent guère à l'optimisme. L'autre événement de cette fin de semai-

ne à Cuba sera la tenue du premier tour des élections municipales, un scrutin retardé d'un mois suite au passage d'Irma.

Ce vote donnera le coup d'envoi d'une série d'élections devant aboutir, fin février, au remplacement de Raul Castro, 86 ans, à la tête du pays.

Président depuis 2008 après un intérim de deux ans, le cadet des Castro a annoncé qu'il céderait sa place à un dirigeant de la nouvelle génération. Pour l'heure c'est son premier vice-président et numéro deux du gouvernement, Miguel Diaz-Canel, 57 ans, qui semble tenir la corde pour lui succéder.

Né après la révolution, cet apparatchik aux cheveux poivre et sel aura la lourde tâche de fédérer autour de sa personne, consolider les acquis de la révolution et poursuivre la transition économique esquissée par Raul Castro.

Ce dernier n'abandonnera toutefois pas totalement les manettes, puisqu'il restera à la tête du tout puissant Parti communiste cubain (PCC) jusqu'au prochain congrès prévu en 2021. Il aura alors 90 ans.

AFP



# A qui la faute? Polémique en Argentine pour la perte du sous-marin *San Juan*

**La perte du sous-marin militaire *San Juan*, avec 44 membres d'équipage à bord, a déclenché en Argentine une polémique sur la gestion de l'affaire, des tensions entre la Marine, le gouvernement et les familles des marins.**

La Marine argentine, mal-aimée en Argentine pour son rôle durant la dictature, est prise dans une tempête de critiques, dix jours après la disparition du sous-marin, probablement due à une explosion pour l'instant inexpliquée. Dans l'affaire du *San Juan*, estime le sociologue Ricardo Rouvier, «il y a une dimension politique, historique et technologique». Comme les autres forces armées, souligne-t-il, la réputation de la Marine a été durement entamée «pour sa responsabilité (dans la répression) pendant la dictature de 1976 à 1983, le fiasco de la Guerre des Malouines, les procès qui ont placé les militaires sur le banc des accusés, l'armée a été relégué au second rang dans

les institutions argentine, et en terme de budget». Plus de 700 militaires et policiers ont été condamnés à des peines de prison pour leur participation aux crimes, tortures, enlèvements commis durant la dictature.

## Armée en crise

D'après la presse argentine, le gouvernement ne va pas tarder à opérer une purge dans les hautes sphères de la Marine. Le président argentin Mauricio Macri, dans sa première intervention au 9e jour de crise, a déclaré qu'il ne fallait pas chercher de coupables tant que le sous-marin n'avait pas été retrouvé et qu'une enquête «sérieuse et en profondeur» n'avait pas abouti.

Il faut déterminer, a ajouté Mauricio Macri, «comment un sous-marin qui était en parfaite condition pour naviguer a été visiblement victime d'une explosion».

La juge Marta Yáñez a ouvert une enquête avec comme «objectif de déterminer les causes de l'explosion».

Pour Ricardo Rouvier, «le phénomène de la disparition du sous-marin est une tragédie qui englobe la question du rôle des forces armées» en Argentine, jadis au centre de la politique, aujourd'hui en marge du pouvoir. Selon lui, il pose aussi la question d'une éventuelle «négligence, oubli ou désintérêt du pouvoir

politique concernant les investissements dans l'armée». Des familles de sous-marins ont dénoncé que les opérations de recherche ont tardé à se mettre en oeuvre et estiment ne pas avoir été bien informées.

«Je me sens trompée. Pourquoi nous informent-ils seulement! Ce sont des pervers, ils nous manipulent», a déclaré, furieuse, Itati Leguizamon, avocate et épouse de Germán Suárez, en charge du sonar du *San Juan*, quelques minutes après avoir eu connaissance de l'explosion. Cette information a été communiquée huit jours après la disparition du sous-marin. L'annonce d'une avarie dans le système des batteries, qui alimentent les moteurs du *San Juan*, a seulement pour sa part été officialisée cinq jours après la disparition du sous-marin.

D'après la presse argentine, le ministre argentin de la Défense aurait très mal pris d'apprendre dans la presse la disparition du sous-marin. La perte du *San Juan* est une lourde perte pour la capacité opérationnelle de la Marine argentine. L'Argentine avait investi entre 2008 et 2014 20 millions de dollars dans la modernisation du sous-marin et il constituait le joyau de l'armée argentine, dont les équipements sont généralement obsolètes, faute de financements.

AFP

## L'Allemagne fait un pas vers une sortie de crise grâce au recul du SPD

■ L'Allemagne a fait un pas vendredi vers une sortie de crise, le chef des sociaux-démocrates renonçant à son opposition de principe à une alliance avec Angela Merkel pour former un gouvernement. Le patron du SPD, Martin Schulz a fait cette annonce au lendemain d'une rencontre avec le président allemand Frank-Walter Steinmeier et après une réunion nocturne des cadres du parti, certains réclamant plus de flexibilité à leur dirigeant.

«Une chose doit être claire cependant : si ces discussions devaient aboutir, d'une manière ou d'une autre, à une participation à la constitution d'un gouvernement, il reviendrait alors aux militants de notre parti de voter», a prévenu M. Schulz dans une courte déclaration à la presse.

Les intentions des sociaux-démocrates restent donc encore floues. Le SPD pourrait discuter d'une nouvelle «grande coalition» avec les conservateurs de la chancellerie ou du soutien à un éventuel gouvernement minoritaire emmené par Mme Merkel, option qui n'a pas les faveurs de la chancellerie. «Il n'y aura rien d'automatique», a insisté l'ex-président du Parlement européen, évoquant «des semaines» de pourparlers à venir.

### «Enfant qui boude»

Il a aussi voulu dédramatiser la situation politique dans son pays actuellement privé d'une majorité pour gouverner : «l'Allemagne ne souffre pas d'une crise d'Etat, mais nous sommes dans une situation compliquée».

Vice-présidente de la CDU, le parti de Mme Merkel, Julia Klöckner a «salué la bonne volonté» du SPD et insisté dans un communiqué sur le fait que son parti gardait «toujours la porte ouverte».

Ce changement de ligne constitue un recul pour M. Schulz qui, depuis son résultat humiliant aux législatives du 24 septembre, affichait une opposition de principe à la reconduction de la coalition sortante sous l'égide de la chancellerie.

Ce refus avait forcé Mme Merkel à tenter de négocier une alliance, a priori contre-nature, avec les Verts et les Libéraux, des efforts qui ont échoué le 19 novembre.

Martin Schulz avait vu depuis les appels à éviter des législatives anticipées se multiplier, jusque dans son propre parti. Mais jusqu'à vendredi, il y était resté sourd.

«Le SPD ne peut pas se comporter comme un enfant qui boude», a lâché Heiko Maas, ministre sortant de la Justice.

Le chef des sociaux-démocrates a expliqué au final son revirement par «l'appel» solennel du président Steinmeier, figure respectée de la social-démocratie, qui tente une médiation afin d'éviter des législatives anticipées.

Mais M. Schulz a aussi changé de position au moment où les critiques se multipliaient avant le congrès de son parti (7-9 décembre) au cours duquel il se représente à la tête du SPD.

- Menace de l'extrême droite -

Une première rencontre réunissant la chancellerie, son allié bavarois Horst Seehofer et M. Schulz aura lieu jeudi prochain sous l'égide du chef de l'Etat, a annoncé vendredi la présidence. Des négociations pourraient se prolonger, la Constitution allemande ne fixant aucun délai pour la formation d'un gouvernement après des législatives. En attendant, Mme Merkel assure les affaires courantes. En cas d'échec des pourparlers entre conservateurs et sociaux-démocrates, l'Allemagne ne pourra que difficilement échapper à un scrutin anticipé, ce qui serait une première dans l'Histoire d'après-guerre de ce pays.

L'organisation d'une telle élection est risquée car le paysage politique allemand a déjà vécu un séisme politique à l'issue des législatives du 24 septembre avec l'entrée fracassante de députés d'extrême droite à la chambre des députés, privant au passage le pays d'une majorité pour gouverner.

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui a promis de «faire la chasse» à Mme Merkel, pourrait même faire mieux encore en cas de nouvelles élections, au vu des sondages. Or c'est la percée de ce parti qui rend la quête d'une majorité si difficile. En Europe aussi, on regarde de près les évolutions en Allemagne. Car sans la voix de Berlin, la réforme d'une Union européenne en crise ou la négociation du Brexit risquent d'être freinées.

AFP

## Trump décline l'offre «probable» du magazine *Time* pour être personnalité de l'année

■ Le président américain Donald Trump a assuré vendredi avoir décliné une offre du célèbre magazine américain *Time* pour être désigné personnalité de l'année 2017, visiblement vexé que le magazine mette quelques nuances dans sa proposition. «*Time Magazine* a appelé pour dire que je serai probablement désigné «Homme (personne) de l'année», comme l'an dernier», mais il fallait que je donne mon accord pour une interview et une séance de photos», a tweeté le président américain.

«J'ai dit que probablement n'est pas suffisant et j'ai décliné. Merci quand même!», a-t-il ajouté. L'hebdomadaire américain a répondu vendredi soir, sans cependant apporter un démenti formel. «Le Président se trompe sur notre manière de choisir la personnalité de l'année. *Time* ne commente pas son choix avant la publication, qui est le 6 décembre», a indiqué le magazine sur

Twitter. *Time Magazine* désigne chaque année la personnalité qui a «le plus marqué l'année écoulée, pour le meilleur ou pour le pire». Donald Trump avait déjà reçu cette distinction en 2016, année de son élection à la Maison-Blanche, avec le titre «Président des Etats divisés d'Amérique». En 2015, 2014 et 2012, Donald Trump s'était plaint sur Twitter de ne jamais avoir été sélectionné par *Time*. En juin dernier, plusieurs clubs de golf du milliardaire avaient défrayé la chronique en affichant dans leurs locaux une fausse une du magazine avec l'ancien magnat de l'immobilier en couverture. Depuis son accession à la présidence, Donald Trump entretient une relation conflictuelle avec une partie de la presse américaine - qualifiée de «Fake news» - qu'il accuse de chercher à dénigrer sa politique et sa personnalité.

AFP

Londres

# Panique et fausse alerte terroriste en plein Black Friday, des blessés

L'artère la plus commerçante de Londres, Oxford street, s'est vidée brusquement vendredi après-midi en pleine journée de promotions du "Black Friday" à cause d'une fausse alerte dans un contexte très tendu au Royaume-Uni après une vague d'attentats.



La police des transports a indiqué en soirée que le mouvement de panique avait été déclenché par "une altercation entre deux hommes" sur le quai de la station de métro d'Oxford Circus. Une vidéo montrant les deux hommes a été diffusée avec un appel à témoins. Neuf personnes blessées dans les bousculades qui ont suivi ont dû être hospitalisées et sept autres ont été soignées pour des blessures légères avant d'être renvoyées chez elles, selon le service londonien des ambulances. Après avoir traité dans un premier temps l'incident comme s'il s'agissait d'un acte de terrorisme, les forces de l'ordre ont indiqué un peu plus tard n'avoir trouvé "aucune trace de coups de feu, ni suspect, ni victime", et ont finalement déclaré qu'elles se retiraient des lieux. L'incident "est terminé", a indiqué la police londonienne dans un communiqué, une heure et demie après avoir reçu, à 16H38, des signalements de coups de feu tirés à Oxford Street et dans la station de métro Oxford Circus.

"La zone été fouillée rapidement et nous sommes en train de lever les cordons de sécurité", a-t-elle précisé sur Twitter. Selon une journaliste de l'AFP sur place, les gens confinés dans les magasins

avaient commencé à quitter dans le calme les lieux où s'étaient rendus des policiers armés. Les stations de métro d'Oxford Street et de Bond Street, qui avaient été fermées, ont rouvert et les trains y circulent à nouveau normalement, selon la police des transports britannique.

## Panique

L'incident a d'abord provoqué un vent de panique dans cette artère commerçante de la capitale britannique, où le "Black Friday" avait attiré des milliers de personnes. Ahlam Ibrahim, une Londonienne qui faisait du shopping, a raconté à l'AFP: "Les gens ont commencé à crier, j'ai été poussée dans un magasin, je suis tombée par terre. On ne savait pas ce qui se passait, c'était comme dans un cauchemar". "On marchait et on a vu des gens courir, dire qu'il y avait une attaque terroriste. Par précaution, on est entré dans un magasin et il a fermé le rideau. On est allé au sous-sol", a témoigné auprès de l'AFP Stanislas, un Parisien venu visiter Londres avec sa compagne.

"C'était la panique. Je m'étais dit: 'Black Friday, il peut se passer quelque chose'. Et 10 minutes après, ça...", a-t-il ajouté. Les boutiques situées un peu plus loin sur Oxford Street étaient elles restées

ouvertes et les gens continuaient à faire leurs achats, selon une journaliste de l'AFP.

## Contexte tendu

Cet incident survient dans un contexte très tendu au Royaume-Uni, frappé par une vague d'attentats au cours des derniers mois. Le 15 septembre, un engin artisanal mal réglé avait explosé dans le métro à la station de Parsons Green, faisant 30 blessés, une attaque revendiquée par le groupe jihadiste Etat islamique. En juin, des assaillants à bord d'une camionnette avaient foncé sur des passants sur le London Bridge avant d'en poignarder plusieurs dans le quartier de Borough Market, faisant 8 morts. En mai, un kamikaze s'était fait exploser avec une bombe artisanale à la sortie d'un concert d'Ariana Grande à Manchester (nord), faisant 22 morts. En mars à Londres, un assaillant avait utilisé un véhicule pour percuter des passants sur le pont de Westminster avant de poignarder un policier, faisant 5 morts. Un autre attentat avait visé des fidèles près de la mosquée londonienne de Finsbury Park en juin, perpétré par un homme qui avait foncé contre la foule, faisant une dizaine de blessés.

AFP

Rubygate

## Un procureur demande la mise en examen de Berlusconi

■ Un procureur a demandé vendredi la mise en examen de Silvio Berlusconi pour subornation de témoin lors de son procès de 2013 pour relations sexuelles tarifées avec une mineure.

D'après le parquet de Turin, l'ex-président du Conseil a payé une ancienne infirmière et modèle, Roberta Bonasia, en échange de son faux témoignage lors de son procès pour relations sexuelles avec Karima El Mahroug, une danseuse de cabaret marocaine de dix-sept ans à l'époque des faits, plus connue sous son nom de scène de Ruby Rubacuori (la voleuse des cœurs).

Roberta Bonasia était l'une des témoins qui ont raconté à la barre les soirées licencieuses surnommées "Bunga Bunga" dans la résidence privée de Berlusconi à Arcore, près de Milan, et que l'ancien chef de gouvernement présentait comme des dîners raffinés.

Berlusconi avait été condamné en première instance à sept ans de prison pour incitation à la prostitution de mineure. Il avait été disculpé en appel l'année suivante, la cour ayant établi que rien ne prouvait qu'il connaissait l'âge de Mahroug. La justice enquête depuis sur de possibles corruptions de témoins.

L'accusation affirme que Berlusconi a versé 10 millions d'euros en échange de témoignages favorables. Des procédures sont en cours devant différents tribunaux, dont celui de Turin. Aucun commentaire n'a pu être obtenu dans l'immédiat auprès de l'avocat de Berlusconi, qui a démenti par le passé toute malversation dans cette affaire. A 81 ans, le "Cavaliere" tente de revenir à l'avant-scène de la vie politique italienne en vue des prochaines élections législatives, prévues au printemps prochain. Son parti, Forza Italia, est le pivot de la coalition de droite qui est actuellement en tête des intentions de vote mesurées par les instituts de sondage.

Reuters

Méditerranée

## Frontière la plus meurtrière au monde, selon l'OIM

■ Plus de 33.000 migrants ont péri en mer depuis 2000 en tentant de traverser la Méditerranée, ce qui en fait "de loin la frontière la plus meurtrière au monde", écrit l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans un rapport publié vendredi. L'auteur du rapport, Philippe Fargues, de l'Institut universitaire européen de Florence, ajoute que ce bilan est en outre probablement en deçà de la réalité de la tragédie humaine qui se joue en mer Méditerranée.

"Le rapport établit qu'au moins 33.761 migrants auraient trouvé la mort ou été portés disparus en Méditerranée entre 2000 et 2017", a déclaré Jorge Galindo, porte-parole de l'OIM, lors d'une conférence de presse à Genève. Ces chiffres, a-t-il précisé, sont arrêtés au 30 juin. Le rapport "conclut que la frontière méditerranéenne de l'Europe est de loin la plus meurtrière au monde", a ajouté Galindo. Pour la seule année en cours, selon les données de l'OIM, quelque 161.000 réfugiés et migrants ont atteint l'Europe par la mer, arrivant pour les trois quarts d'entre eux sur les côtes italiennes. Les autres ont accosté en Grèce, à Chypre et en Espagne. Dans le même temps, l'OIM estime que près de 3.000 autres ont péri en mer ou ont été portés disparus.

Reuters

Pakistan

## La police disperse des manifestants bloquant l'accès à la capitale

Les forces de l'ordre pakistanaises ont dispersé des centaines hier de manifestants islamistes bloquant depuis près de 3 semaines la principale autoroute d'accès à la capitale, Islamabad, exigeant la démission d'un ministre.

Quelque 8.500 policiers et paramilitaires ont été déployés pour participer à l'opération, déclenchée tôt dans la matinée, selon un responsable du ministère de l'Intérieur.

Des policiers en tenue anti-émeute ont tiré des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc en direction des manifestants, qui ont répliqué sporadiquement avec des pierres et autres projectiles, selon des journalistes de l'AFP sur place. Plusieurs personnes ont été arrêtées. Les quelque 2.000 protestataires occupent depuis le 6 novembre un pont routier à la limite entre Islamabad et la ville voisine de

Rawalpindi, paralysant l'intense trafic entre les deux villes, aux dépens de leurs habitants contraints de subir des heures d'embouteillages.

Les manifestants, qui appartiennent à un groupe religieux peu connu, le Tehreek-i-Labaik Yah Rasool Allah Pakistan (TLYRAP), exigent depuis des semaines la démission du ministre de la Justice à la suite d'une polémique au sujet d'un amendement, finalement abandonné, qu'ils lient à la très controversée loi sur le blasphème.

Ils empêchent, parfois violemment, des dizaines de milliers de Pakistanais de se rendre chaque jour dans la capitale, où beaucoup travaillent. Les temps de trajets se comptent depuis en heures. Un enfant de huit ans est mort faute d'avoir pu être transporté à temps à l'hôpital.

La justice pakistanaise a déjà exigé à plusieurs reprises du gouvernement qu'il

procède à l'évacuation des manifestants. Celui-ci ne s'est pourtant pas exécuté, s'enlisant dans des négociations infructueuses, par crainte que cette mesure ne lui coûte trop cher politiquement, à un an d'élections législatives.

La justice a annoncé vendredi qu'elle convoquerait lundi le ministre de l'Intérieur, Ahsan Iqbal, pour qu'il s'explique sur l'inaction du gouvernement.

Les analystes relèvent aussi que la réponse du gouvernement a été maladroite et "molle", ce qui pourrait créer un dangereux précédent aux yeux d'autres groupes contestataires désireux d'en découdre avec les autorités.

Un haut responsable de la police d'Islamabad prenant part à l'organisation de l'opération a assuré à l'AFP que celle-ci avait été conçue pour éviter de faire des victimes.

AFP

Artisanat d'art à Chlef

# Un métier traditionnel en quête de réorganisation et de revalorisation

L'artisanat d'art dans la wilaya de Chlef, un métier traditionnel en «léthargie», est en quête de réorganisation, de revalorisation, d'amélioration de la qualité de ses produits et de leur préservation, des conditions sine qua non, selon les responsables du secteur, pour prétendre à rétablir l'authenticité des objets d'art de la région, réceptacle de différentes civilisations qui s'y sont succédé.



vendu à un prix concurrentiel».

## Engouement pour la culture des objets d'art

Lors d'une tournée à la foire artisanale tenue récemment à la Maison de l'artisanat de la cité Ben Souna du centre-ville de Chlef, l'APS a constaté un important engouement des visiteurs pour le stand des objets d'art et de décoration.

Pour Abdelkader, un visiteur, la culture des objets d'art et de décoration d'intérieur est en pleine expansion à Chlef, en dépit de la faiblesse du nombre d'artisans exerçant ce métier.

Il a cité en exemple sa petite famille, qui ne rate jamais ce type d'expositions, assurant même se rendre parfois avec ses amis dans d'autres foires artisanales organisées en dehors de la wilaya pour le seul plaisir d'acquérir des objets d'art destinés à la décoration de son appartement.

Cette vision est partagée par Mme Djamilia, une autre visiteuse mordue de décoration, qui dit ne jamais manquer une occasion de se rapprocher des responsables en charge du secteur pour les inciter à consacrer davantage d'efforts pour sa promotion, vu sa dimension artistique, commerciale et environnementale.

Son amie, Mme. Malika, a quant à elle, qualifié l'artisanat d'art de passerelle culturelle entre différentes régions et catégories sociales, dont le dénominateur commun est la décoration d'intérieur avec ces objets artistiques, qui constituent, selon elle, une véritable référence historique, en plus d'être un gage d'amitié pouvant être échangé entre personnes de différentes régions.

R. D.

**A** en croire le directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM), Mustapha Lakhdari, l'artisanat d'art à Chlef demeure en état de «léthargie» comparativement aux wilayas voisines où ce secteur est en pleine relance, sa structure ayant recensé, à travers neuf communes sur les 35 que compte la wilaya, 24 artisans spécialisés dans cette activité professionnelle, qui se raréfie au fil du temps d'où l'urgence de réunir les artisans amateurs activant dans l'informel.

La confection d'objets d'art représente pourtant un hobby pour de nombreux talents de la région, encouragés par la dispo-

nibilité d'une matière première peu coûteuse, pouvant provenir de matières recyclées à partir de déchets ménagers ou industriels, a expliqué le responsable. D'autant plus, a-t-il ajouté, qu'il existe actuellement une véritable demande en matière d'objets d'arts et de décoration de la part des citoyens.

Et de relever : «Ces facteurs devraient inciter les jeunes talents d'adhérer à la CAM, où ils pourraient bénéficier de ses multiples avantages, notamment en matière de promotion de cet artisanat d'art».

Dans le cadre des efforts consentis par sa structure en vue d'atteindre en 2018 une quarantaine d'artisans activant

dans la confection d'objets d'art, M. Lakhdari s'est félicité de l'attribution, à l'occasion de la Journée nationale de l'artisan, de trois ateliers à des artisans du domaine (artisanat d'art).

Ce faible engouement des jeunes pour l'artisanat d'art, en dépit de l'existence de facteurs incitatifs pour son exercice, a été également déploré par L'hadj Abdenour, un artisan d'art, qui a exprimé à l'APS son attachement profond à ce métier, qui dépasse pour lui l'aspect purement professionnel pour être une véritable passion de l'innovation et de la création, à même de faire connaître la région de Chlef.

«Nous avons le devoir de

préservé cet artisanat d'art et de le transmettre aux générations futures, car il est l'expression de notre identité et de l'histoire de notre région», a-t-il soutenu, assurant de son entière disponibilité à former les jeunes désireux intégrer ce domaine d'activité, qui «requiert des matières premières peu coûteuses et disponibles, à l'instar du bois, de l'argile, du cuir, du fil, en plus de certaines techniques en matière d'éclairage et de décoration».

Le mélange entre ces matières et techniques peut déboucher, selon ce mordue de l'artisanat d'art, «sur un véritable objet d'art exprimant l'identité d'une région et pouvant être

Patrimoine culturel immatériel

## Un recueil de contes populaires algériens en voie d'édition

**U**n recueil de contes populaires algériens est en voie d'édition à Oran, a-t-on appris mercredi de la responsable de l'association culturelle locale Le Petit lecteur, initiatrice de cette action visant à valoriser le patrimoine culturel immatériel national. «Une vingtaine de contes de différentes régions du pays a été retranscrite dans l'ouvrage à paraître en janvier prochain», a précisé la présidente de l'association, Zoubida Kouti, à l'occasion d'une rencontre sur la littérature orale. L'élaboration de ce recueil intervient dans le cadre de la concrétisation d'un projet intitulé «Si le goulal m'était conté» et soutenu au titre d'un programme de coopération culturel-

le entre l'Algérie et l'Union européenne, a-t-elle indiqué. «L'initiative a un objectif pédagogique et non lucratif», a relevé cette responsable, expliquant que le recueil sera disponible au sein de la bibliothèque Jeunesse du Le Petit lecteur, tandis que des exemplaires seront offerts aux associations culturelles, aux établissements scolaires et aux espaces de lecture. Le contenu sera également mis en relief à travers diverses villes du pays, et ce, lors de salons dédiés au livre ou dans le cadre des caravanes du conte que prévoit d'organiser Le Petit lecteur.

Mme Kouti a fait état de la préparation d'un autre projet visant à promouvoir l'insertion socioprofessionnelle des jeunes

par la formation aux métiers du livre.

La première action de ce nouveau projet sera consacrée au processus d'écriture et de conception de la bande dessinée qui mettra en lumière tous les segments de la chaîne du livre (création, mise en page, impression, distribution...).

Une dizaine d'universitaires ont pris part à la rencontre, tenue au siège du Le Petit lecteur qui a vu les intervenants exposer leurs réflexions, allant dans le sens de la promotion de la production et de la recherche sur les thématiques de la littérature orale. Cette journée d'étude a coïncidé avec l'ouverture du nouveau Centre de ressources documentaires, aménagé au siège même de l'association

au profit des passionnés du conte et des chercheurs spécialisés dans ce domaine.

La responsable des programmes de formation auprès du Le Petit lecteur, Djamilia Hamitou, a mis l'accent à cette occasion sur la vocation de son association à encourager les jeunes à la lecture et à contribuer à la préservation du patrimoine oral national.

Elle a insisté, à ce propos, sur les grandes actions accomplies, comme l'animation d'un festival annuel du conte pour enfants dont la 12<sup>ème</sup> édition se tiendra en mars prochain et les ateliers de formation se rapportant à la création, collecte, écriture et déclamation de contes.

T. K.



# IVANKA TRUMP ET CHELSEA CLINTON VOLENT AU SECOURS DE MALIA OBAMA

**LA** première fille, Malia Obama, a passé une bonne partie de son adolescence sous les feux des projecteurs alors que son père dirigeait les Etats-Unis. Depuis janvier 2017, elle est redevenue une citoyenne - presque - comme les autres. Mais certains médias ne lui facilitent pas la vie.

Après que deux articles sur la vie personnelle de la jeune

filles de 19 ans ont été publiés dans les tabloïd, des voix des deux côtés du spectre politique ont appelé à rendre sa vie privée à la jeune Obama. Ivanka Trump et Chelsea Clinton en tête.

Chelsea Clinton, défenseure persistante de la vie privée des enfants vivant à la Maison-Blanche, a réagi peu de temps après.

3La vie privée de Malia Obama, en tant que jeune femme, étudiante, citoyenne, ne devrait pas être votre «clickbait», écrit-elle à l'adresse des tabloïds.

Depuis que la famille du président Donald Trump a emménagé à la Maison-Blanche, Chelsea Clinton a également appelé les médias à cesser leurs attaques envers Barron Trump, le fils du président américain âgé de 11 ans.



## BEAUTÉ

### Secret beauté fait maison

Prendre soin de soi est primordial pour son bien-être et son mental, voici quelques astuces de beauté maison pour se faire belle.

#### Prendre soin de son teint

Teint terne, gris : posez une touche de blush orangé sur le haut des pommettes, un peu de blush rosé le long du nez et sur l'extrémité du menton.

Pour corriger les petits défauts de teint comme les rougeurs, les boutons et autre couperose, vous pouvez vous aider des anti-cernes, crayons et correcteur de fond de teint...

Pour les cernes sombres, utilisez par exemple le correcteur jaune Cernes gonflés, utilisez un correcteur couleur chair Pour les boutons, couperose, utilisez un correcteur vert.

#### Prendre soin de ses yeux

Les yeux sont gonflés : utilisez un sachet de thé infusé à la camomille pour refroidir les yeux, passez ensuite un glaçon enveloppé dans un linge sur la paupière. Les yeux sont rouges : lorsqu'on dort mal ou on a beaucoup pleuré, les vaisseaux des yeux sont remplis de sang, pour diminuer cette effet, emballez un glaçon dans un tissu, puis passez-le sur vos paupières fermées.

#### Prendre soin de ses lèvres

Peeling des lèvres : pour conserver des lèvres douces et belles, faites un peeling chaque semaine. En période de froid, pensez à mettre du baume à lèvres pour éviter les gerçures. Avant de poser votre rouge à lèvres, passez un peu de crayon anti-cernes



## FORME

### Le stress augmente-t-il le grignotage ?

Par comparaison aux femmes qui ne travaillent pas ou peu, et par rapport aux hommes qui travaillent, les travailleuses grignotent davantage entre les repas sur leur lieu de travail. À l'extérieur, elles pratiquent moins d'activité physique, sportive et de loisirs.

À l'approche d'une réunion, d'un rendez-vous ou d'un entretien avec son supérieur, on remarque une nette augmentation du grignotage, de la quantité de café ingé-

rée. C'est également le cas lors d'une surcharge de travail ou lorsque des délais ne sont pas respectés.

En revanche, le stress professionnel ne semble pas influencer les habitudes des hommes.

Trouvent-ils une autre échappatoire que le grignotage, le tabac ou le café pour encaisser leur stress ? En tout cas, il est clair que le stress modifie l'hygiène de vie des femmes. Elles cherchent notamment un certain

réconfort dans l'alimentation. Pourquoi une telle réaction au stress ? Résistent-elles moins bien au stress que les hommes ?

Il s'agit peut-être tout simplement de la double activité qui repose sur les épaules des femmes qui travaillent : après leur activité professionnelle, nombre de tâches domestiques les attendent encore à la maison : courses, repas, activités ménagères, devoirs des enfants...

dans les ridules autour de la bouche. Estompez puis tracez un trait de crayon de la même couleur que vos lèvres sur tout le contour de la bouche. Passez ensuite votre rouge à lèvres.

#### Prendre soin de ses mains

Pour prévenir l'apparition de taches et

signes de l'âge, il faut appliquer une crème de soin quotidiennement sur les mains, les protéger avec des gants quand on fait la vaisselle. Portez des gants lorsqu'il fait froid dehors. Lorsque vos mains sont très sèches et que vous n'avez plus de crème, utilisez le jus de pomme de terre cuit pour masser vos mains.



**Les DÉBATS**

Quotidien national

d'information

Edité par la SARL

MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

## SPORTS



## Championnat du Qatar de football (9<sup>e</sup> journée) / Al Sadd Bounedjah sort sur blessure

■ L'attaquant international algérien d'Al Sadd Baghdad Bounedjah s'est blessé lors du match au sommet de la 9<sup>e</sup> journée du championnat qatari de première division (QSL) contre le leader Duhail SC (2-4) vendredi à Doha. Le buteur algérien est sorti sur blessure à la 42<sup>e</sup> minute de la partie remplacé par son coéquipier Salem Al Hadjri. Il avait auparavant inscrit le but d'égalisation de son équipe (1-1) à la 12<sup>e</sup> minute de la première période. L'entraîneur brésilien d'Al Sadd Jesualdo Ferreira qui a regretté la blessure de son attaquant algérien, a révélé que Bounedjah souffre de la même blessure contractée lors de la Supercoupe qui l'a éloigné des terrains plusieurs semaines. Le coach d'Al Sadd n'a pas précisé la durée de l'indisponibilité du buteur algérien.

## MCE Eulma Rahmouni nouvel entraîneur

■ Le technicien Mourad Rahmouni est devenu le nouvel entraîneur du MCE Eulma en remplacement de Aziz Abbas, démissionnaire, a-t-on appris auprès du pensionnaire de la Ligue 2 Mobilis de football. Rahmouni qui a débuté la saison sur le banc de la JS Kabylie (Ligue 1), travaillera avec son compère Faouzi Moussouni. Après le départ de Aziz Abbas, la direction a confié l'intérim à l'entraîneur des gardiens de but Fayçal Denni. La formation des «Babiya» reste sur une défaite concédée à domicile face au leader de l'AS Ain-M'lila (0-1) dans le cadre de la 12<sup>e</sup> journée du championnat. Les Eulmis accueilleront samedi au stade du 8-mai 1945 de Sétif la formation de l'IRB Ain Lahdjar (inter-régions) comptant pour le dernier tour régional de la Coupe d'Algérie.

## Equipe nationale

# Le Panama et le Costa Rica joueront face à l'EN ?



Deux équipes sud-américaines ont fait des demandes officielles pour affronter l'équipe nationale algérienne en match amical au mois de mars prochain. Qualifiées au prochain Mondial russe, ces deux équipes aimeraient donner la réplique aux Verts, sachant qu'ils pourraient être appelés à disputer des rencontres face à des équipes nord africaines

avec les mêmes spécificités de jeu des Algériens, tout comme la Tunisie, le Maroc ou l'Egypte qualifiées toutes au Mondial. Cette demande déposée auprès de la FAF

devrait être étudiée par le patron de la Fédération, Zetchi et son bureau fédéral dans les prochains jours. Une chose est sûre, le sélectionneur national, Rabah Madjer avait laissé entendre qu'il ne serait pas contre l'idée d'affronter des formations redoutables et solides, surtout après les critiques qu'il a essuyé après le choix du RCA pour l'affronter lors de la dernière rencontre amicale et qui s'était terminée sur un succès net de 3-0 au stade du 5 juillet. Madjer avait même laissé entendre qu'il souhaite vivement donner la réplique à des sélections européennes pour montrer le réel niveau de son équipe et pour prouver que l'équipe est en progression, sachant qu'il travaille pour rendre la sélection capable de relever le défi de faire de meilleurs résultats, notamment, lors de la prochaine CAN pour laquelle l'EN devrait jouer les premiers rôles et se qualifier tout au moins en demi-finale, comme demandée par le président Zetchi. Sur un tout autre volet, on apprend que Madjer sera présent au stade olympique ce mardi pour suivre le big derby algérois qui opposera le Mouloudia d'Alger à l'USM Alger.

Imad M.

## 23e CAN-2018 de handball

# L'EN entamera la compétition le 17 janvier face au Cameroun

■ La sélection nationale de handball seniors messieurs entrera en lice face au Cameroun le mercredi 17 janvier à Libreville (Gabon) pour le compte de la 1<sup>re</sup> journée (Gr.A) de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2018 (17-27 janvier), selon le calendrier du tournoi dévoilé par la Confédération africaine (CAHB). Le Sept national enchaînera le jeudi 18 janvier contre le pays organisateur le Gabon, avant de croiser le fer avec le Congo le vendredi 19 janvier. Les coéquipiers de Messaoud Berkous (GS Pétroliers) boucleront le premier tour face à la Tunisie (vice-championne d'Afrique) le dimanche 21 janvier. Dix équipes prennent part à la 23<sup>e</sup> édition de la CAN 2018, réparties en deux poules de cinq (5) chacune. Le groupe A est composé de la Tunisie, vice-championne en titre, l'Algérie, le Cameroun, le Congo et le Gabon. Le groupe B comprend, le champion

d'Afrique en titre, l'Egypte, le Maroc, la RD Congo, l'Angola et le Nigeria. Les quatre premiers de chaque groupe se qualifieront pour les quarts de finale. L'équipe nationale qui a vu l'arrivée à la barre technique du duo Sofiane Hiouani- Zinedine Mohamed Seghir, s'est classée à la 4<sup>e</sup> place lors de la dernière CAN-2016 en Egypte.

### Programme de l'équipe nationale :

Mercredi 17 janvier : Algérie - Cameroun  
Jeudi 18 janvier : Gabon - Algérie  
Vendredi 19 janvier : Algérie - Congo  
Dimanche 21 janvier : Tunisie - Algérie  
Mardi 23 janvier : repos  
Mercredi 24 janvier : Quarts de finale  
Jeudi 25 janvier : Demi-finales  
Vendredi 26 janvier : repos  
Samedi 27 janvier 17h00 : finale

## Walid Mesloub

# "j'espère que Majder apportera ce qu'il manque à la sélection algérienne"

■ L'international algérien du FC Lorient Walid Mesloub a exprimé son souhait de voir le nouveau sélectionneur des Verts Rabah Madjer apporter «ce qu'il manque à la sélection nationale», sortie sans gloire des éliminatoires de la Coupe du Monde 2018 en Russie. «C'est une icône en Algérie, quelqu'un de respecté et qui a fait rêver tout le pays. Avec son passé, son vécu et son professionnalisme, j'espère de tout cœur qu'il apportera ce qu'il manque à cette sélection : de la stabilité, tout simplement», a indiqué Mesloub dans un entretien au magazine France football. Rabah Madjer a été nommé à la tête des Verts en remplacement de l'Espagnol Lucas Alcaraz, avec l'objectif de disputer les demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019). Interrogé sur le récent fiasco de la sélection algérienne dans la course au Mondial-2018, le milieu de terrain algérien a estimé que l'instabilité au niveau du staff technique qui en était l'une des principales causes. «Changer quatre, voire cinq

fois de coach en l'espace d'un an et demi, ce n'est pas très professionnel. On peut dire ce qu'on veut, les résultats, on les voit sur le terrain. Il y a des nations qui ont des entraîneurs qui restent en place même quand il y a des moments difficiles, et au final, elles obtiennent des résultats positifs» a-t-il souligné. «Nous, à chaque fois qu'il y a un résultat négatif, tout est remis en question. Et cela ne nous fait pas avancer, la preuve. Ca m'a vraiment laissé un goût amer. Mais ce qui me rend le plus fou, c'est de voir la qualité des joueurs. Les Brahimi, Mahrez et Bentaleb évoluent dans des Championnats majeurs, mais quand on observe les matchs en sélection, on se dit que le problème est bien plus profond.» a-t-il observé. Agé de 32 ans, Mesloub est resté à Lorient sans jouer depuis un an et demi, handicapé par une blessure au pubis. Désormais rétabli, il espère repartir de l'avant. En sélection algérienne, Mesloub n'est plus convoqué depuis 2015.

## Karaté-do / Open Mondial 2017 à Okinawa

# Djebab : "Aucun accord n'a été donné aux athlètes algériens"

■ Le directeur général des sports au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), Abdelmajid Djebab a formellement démenti vendredi l'implication du ministère dans l'engagement de quatre athlètes algériens (3 messieurs et une dame) à l'Open Mondial 2017 de karaté-do, prévu les 25 et 26 novembre à Okinawa (Japon). «Le ministre de la Jeunesse et des Sports n'a donné aucun accord pour permettre à des athlètes algériens de participer à l'Open Mondial au Japon», a affirmé Djebab, en précisant que «les services du MJS n'ont reçu aucune demande dans ce sens». «La réglementation exige des délégations sportives nationales de saisir le ministère pour toutes les sorties officielles, en présentant un dossier

complet et détaillé, dans des délais bien précis, concernant la nature de leur mission», a rappelé le directeur général des sports au MJS, ajoutant que «ce n'est qu'après l'étude de ce dossier par les services concernés de la tutelle qu'une réponse (d'acceptation ou de refus) est notifiée aux fédérations». Djebab a assuré également que «même la Fédération algérienne de karaté n'a pas été saisie pour cette participation», alors que l'athlète Racha Bensaïb avait affirmé qu'elle et ses trois coéquipiers Ismaïl Rabehi (kata), Salah-Eddine Sekkour (kata) et Hocine Daïkhi (+84 kg / kumité), ont été «autorisés par le ministre à prendre part à cette compétition», à condition de ne pas évoluer sous l'emblème de la Fédération mondiale. «Le

ministre de la Jeunesse et des Sports nous a donné son accord pour participer à cette compétition, à condition de ne pas évoluer sous l'emblème de la Fédération mondiale. C'est pour cette raison que nous avons opté pour le club parisien», avait indiqué l'athlète, mercredi, à l'APS. «L'Open d'Okinawa regroupera les meilleurs karatekas de la planète. Chaque pays sera représenté par cinq ou six athlètes au maximum. La Fédération mondiale de karaté (WKF) finance cette compétition et les titres seront comptabilisés pour le classement mondial et olympique», avait-elle ajouté. Racha Bensaïb avait expliqué la participation des Algériens à ce tournoi sous les couleurs du club français SPN Paris par le fait que la

Fédération algérienne de karaté-do (FAK) est actuellement suspendue par la WKF. L'instance mondiale de karaté avait décidé de suspendre la FAK, après avoir demandé au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) de «faciliter» l'organisation d'une assemblée élective et de trouver dans «un délai de 45 jours» une solution aux «dysfonctionnements» que vit la FAK depuis plusieurs mois. Aboubaker Mekhfi a été désigné fin mai par le MJS à la tête d'un directeur pour gérer les affaires de la FAK en attendant l'organisation d'une assemblée générale élective, une décision considérée «en contradiction» avec les textes et règlements de la Fédération mondiale de karaté et de la charte olympique.



France

## Mini remaniement du gouvernement

La présidence française a annoncé vendredi un mini remaniement du gouvernement avec, notamment la nomination de Benjamin Griveaux, jusqu'ici secrétaire d'Etat à l'Economie, au poste de porte-parole en remplacement de Christophe Castaner qui reste secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement. Ce remaniement, présenté comme «un aménagement» par l'Elysée, a été rendu nécessaire par l'élection de Christophe Castaner comme chef du parti présidentiel, «La République en marche», le 18 novembre, une fonction incompatible avec celle de porte-parole de l'Exécutif.

Si le départ de M. Castaner de son poste de porte-parole était acquis, son maintien à celui de secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement posait question ces derniers jours. L'opposition a jugé que M. Castaner, en cumulant ce poste avec celui de chef du parti présidentiel, serait alors à la fois juge et partie.

Le Premier ministre, Edouard Philippe, a affirmé cette semaine qu'il n'y avait «aucune règle juridique qui l'interdise». Désormais voix du gouvernement, Benjamin Griveaux ne cumulera pas ce poste avec une autre fonction ministérielle.

Agé comme M. Macron de 39 ans, il est l'un des fidèles du chef de l'Etat élu en mai et a joué un grand rôle dans la campagne présidentielle en étant le porte-parole d'En marche.

L'ancien conseiller de Dominique Strauss-Kahn a ensuite été élu en juin député de Paris.

Deux autres personnes font leur entrée au gouvernement vendredi. Le député socialiste Olivier Dussopt, 39 ans, est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des Comptes publics et sera en charge de la Fonction publique.

Agée de 49 ans, Delphine Gény-Stephann, l'une des dirigeantes de Saint-Gobain, devient secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie, Bruno Le Maire.

Y. H.

Birmanie

## Le HCR met en garde contre les retours prématurés des réfugiés rohingyas

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a affirmé vendredi que le retour des réfugiés rohingyas au Myanmar devrait se dérouler conformément aux normes internationales, soulignant qu'il est essentiel que les retours ne se déroulent pas précipitamment ou prématurément.

Le porte-parole du HCR, Adrian Edwards, a confié aux journalistes lors d'une conférence de presse à Genève que, les réfugiés ont le droit de rentrer chez eux, et un cadre leur permettant d'exercer ce droit conformément aux normes internationales sera le bienvenu, ajoutant que le retour doit être librement consenti et se dérouler dans la sécurité et la dignité, ce qui ouvrira la voie à des solutions durables. Le HCR a pris note des informations selon lesquelles les gouvernements du Bangladesh et du Myanmar sont parvenus à un accord sur le retour des réfugiés rohingyas au Myanmar. Cependant, le porte-parole a averti que pour le moment, les conditions dans l'Etat de Rakhine ne sont pas réunies pour des retours sûrs et durables.

R. N.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Tunisie

## Enquête sur un ministre soupçonné de corruption



Le ministre tunisien de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Khaled Kaddour, a comparu devant un juge chargé des affaires de corruption, a indiqué vendredi un responsable judiciaire.

«Khaled Kaddour a été présenté jeudi devant le pôle financier, mais son avocat a

demandé le report (de l'interrogatoire) pour préparer des éléments de défense. Il sera entendu par le juge le 4 décembre», a ajouté la même source. Il est accusé de «corruption administrative et financière» au sein de son ministère, a précisé la source.

Le service de communication de la présidence du gou-

vernement a affirmé ne pas être au courant de cette affaire, assurant que le ministre était toujours en exercice.

A la tête du ministère de l'Energie depuis septembre 2017, M. Kaddour, 59 ans, était le P-DG de la Société italo-tunisienne d'exploitation pétrolière (Sitep) de 2008 à 2011, avant de travailler aux Etats-Unis dans le domaine de l'énergie.

En août, un autre ministre du gouvernement de Youssef Chahed avait été contraint à démissionner à cause d'une condamnation par contumace à trois ans de prison dans un procès dont il avait indiqué ne pas avoir été informé.

Poursuivi pour le transfert d'une somme importante de devises du temps où il dirigeait une société d'intermédiation en bourse, Fadhel Abdelkafi, ministre des Finances par intérim et ministre de l'Investissement, avait ensuite bénéficié d'un non-lieu.

Cette affaire intervient alors que M. Chahed assure poursuivre la guerre contre la corruption qu'il avait lancée en mai 2017.

Plusieurs hommes d'affaires et hauts responsables sont poursuivis par la justice dans le cadre de cette lutte anticorruption.

Y. N.

## Attentat terroriste ayant ciblé une mosquée en Egypte L'Algérie condamne «fermement»

L'Algérie a condamné «fermement» l'attentat terroriste qui a ciblé vendredi des fidèles à la mosquée Al-Rawda au nord du Sinaï (Egypte), réaffirmant sa solidarité avec le gouvernement et le peuple de ce pays frère.

L'Algérie «condamne fermement l'attentat terroriste sanglant qui a ciblé vendredi des fidèles de la mosquée Al-Rawda, au nord du Sinaï, faisant des dizaines de morts et de blessés», a indiqué le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Abdelaziz Ben Ali Chérif.

«Cet acte barbare dévoile encore une fois le visage ignoble du terrorisme qui ne se soucie guère de la sacralité de l'âme humaine. Pis encore, il excelle à horrifier des citoyens innocents, en semant la terreur et en effusant le sang», a-t-il soutenu.

«Face à cet horrible attentat, l'Algérie réaffirme sa solidarité avec le gouvernement et le

peuple égyptiens frères, adresse les plus sincères condoléances aux familles des victimes et de compassion aux familles des blessés», a ajouté le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, exprimant la conviction profonde de l'Algérie que malgré son acharnement et sa férocité, le terrorisme ne saurait et ne pourrait entamer la détermination de ce pays frère, dans toutes ses composantes, à y faire face et à le combattre avec force et témérité».

Au moins 235 personnes ont trouvé la mort et 125 ont été blessées vendredi dans l'attaque terroriste qui a visé une mosquée à Bir al Abed, dans le nord du Sinaï égyptien, après que des assaillants eurent déclenché une explosion, avant d'ouvrir le feu sur les fidèles, parmi lesquels se trouvaient notamment des conscrits de l'armée. Suite à cet attentat, la présidence égyptienne a décrété un deuil national de trois jours.

R. N.

## ACTU...

### Armée nationale populaire Deux narcotrafiquants arrêtés

Deux narcotrafiquants ont été arrêtés vendredi dans plusieurs régions du pays, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale, qui ont également saisi 35 kg de kif traité, indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire, en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale, ont arrêté, le 24 novembre 2017, deux narcotrafiquants et saisi 35 kg de kif traité et 7 020 unités de différentes boissons à, Bordj Bou Arréridj (5e Région militaire), Blida, Tipasa, Bouira (1e RM), Oran (2 RM) et Biskra (4e RM)», précise la même source. Par ailleurs, des gardes-côtes «ont mis en échec à Annaba, Skikda, Oran, Mostaganem et Tlemcen, des tentatives d'émigration clandestine de 125 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale», tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté à Ghardaïa (4e RM), 12 immigrants clandestins de différentes nationalités», conclut le communiqué.

T. L.

Rouiba

### Arrestation de trois individus pour trafic de drogue

Les services de sécurité de la circonscription administrative de Rouiba ont procédé à l'arrestation de trois suspects impliqués dans un trafic de drogues (cannabis) et de comprimés de psychotropes (plus de 500 comprimés), a indiqué hier un communiqué de la Sûreté de la wilaya d'Alger. Selon la même source, les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont traité récemment trois affaires qui se sont soldées par l'arrestation de trois suspects qui s'adonnaient au trafic de drogue et à la saisie de 38 g de cannabis, 504 comprimés de psychotropes et une somme d'argent de 8 000 DA.

La police de Rouiba (est d'Alger) a arrêté un individu qui s'adonnait au trafic de drogue et de comprimés de psychotropes après avoir effectué une descente au niveau du stade olympique de Rouiba où le suspect dissimulait sa marchandise. L'opération a permis la saisie de 80 comprimés de psychotropes, une somme d'argent de 5 000 DA et des armes blanches. Les éléments de la Sûreté ont également saisi 285 comprimés de psychotropes au domicile du suspect, note le communiqué. Par ailleurs, un autre individu a été arrêté au niveau de la place publique à Rouiba, avec en sa possession de 79 comprimés de psychotropes. Agissant sur informations faisant état d'un trafic de stupéfiants dans un quartier relevant de leur compétence, les agents de la Sûreté ont procédé à l'arrestation du suspect qui avait en sa possession 38 g de cannabis, 60 comprimés de psychotropes et une somme d'argent de 3 000 DA.

T. Z.

Accidents de la circulation

### Six morts en deux jours

Six personnes ont trouvé la mort et 14 autres ont été blessées dans sept accidents de la circulation survenus au cours des 48 h dans plusieurs wilayas du pays, indiquent hier les services de la Protection civile dans un communiqué.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour porter secours à neuf personnes incommodées par des fuites de gaz carbonique provenant d'appareils de chauffage défectueux dans les wilayas de Mila et El Bayadh, alors qu'une personne a perdu la vie dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj. Une autre personne a, en outre, été retrouvée sans vie, carbonisée suite à un incendie à Oran.

R. K.